

MERCREDI 15 AVRIL 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Marc Touati: le prochain krach boursier approche ! p.1
- = La Grèce pourrait faire défaut de sa dette en mai et juin p.5
- = La pire crise financière est devant nous. Ou pas. (Bruno Colmant) p.8
- = Vers une nouvelle baisse des prix du pétrole ? p.9
- = Athènes dément se préparer à « un quelconque défaut » : Pour le FMI, une crise avec la Grèce ne peut être exclue p.10
- = Une accélération, mais vers quoi ? p.13
- = Le gouvernement pèse sur l'économie, la croissance et les revenus (Bill Bonner) p.18
- = La BCE a soudé l'aiguille du baromètre économique sur « grand beau »... mais le temps devient très blizzard ! (Philippe Béchade) p.20
- = « Effondrement des ventes dans les hypermarchés ! » (Charles Sannat) p.23
- = Elle est de retour ! (J-H Kunstler) p.28
- = La fin de la prodigalité de l'Europe (Hans Werner Sinn) p.29
- = Quand Ben Bernanke blâme l'Allemagne (Andreas Hofert) p.33
- = Refroidissement déflationniste au Japon p.37
- = NUCLÉAIRE : Le sens du rapport de l'ADEME... p.39
- = Les investisseurs sont toujours sur un petit nuage p.40
- = Électricité : le mirage du stockage p.43
- = Omelette norvégienne p.46
- = Vive la montre mécanique! p.47



Marc Touati: le prochain krach boursier approche !

Challenges.fr et Qui perd Gagne ,15 avril 2015

Tantôt contradictoires, tantôt complémentaires, l'analyse technique de marchés et l'analyse économique fondamentale se retrouvent sur un point essentiel : l'importance des cycles. Ainsi, qu'ils soient de long terme ou à courte échéance, qu'ils concernent les grandeurs financières ou les agrégats économiques, les cycles sont inévitables. S'ils sont bien anticipés, ils permettent de prendre de bonnes décisions de politiques économiques et/ou de stratégies d'investissement. Sinon, ils peuvent devenir une source de déboires tant d'un point de vue financier qu'économique et social.

Le problème est donc de réussir à les identifier suffisamment tôt et de parvenir à les dater le plus justement possible. C'est évidemment là que les difficultés commencent. Sur le front de la théorie économique, on distingue ainsi quatre grands types de cycles : le cycle de Kitchin, de trois à quatre ans, le cycle de Juglar, de huit à dix ans, celui de Kuznets, de quinze à vingt-cinq ans et enfin, le fameux cycle de Kondratieff, de quarante à soixante ans.

Des cycles visibles après coup

Le problème est qu'empiriquement, ces cycles ne sont visibles qu'après coup et que leur occurrence, ainsi que leur durée sont loin d'être parfaitement vérifiées. De plus, comme souvent, la pratique diverge de la théorie. C'est d'ailleurs ce qu'il y a de plus fascinant dans l'analyse économique : ce qui a pu être vrai à un instant "t", ne l'est plus forcément en t+1.

Et ce, a fortiori depuis quelques années où les crises, les révolutions technologiques et les cycles économiques sont de plus en plus massifs et violents, devenant par là même difficilement prévisibles. Plus que jamais, la prévision doit donc se faire avec la plus grande humilité possible.

C'est dans ce cadre que nous avons décelé un nouveau cycle de crise économique et financière de sept ans. Le premier débute avec le choc pétrolier d'octobre 1973. Celui-ci va marquer la fin des "Trente glorieuses" , la fin de l'hégémonie du keynésianisme et l'avènement de la stagflation (stagnation économique et inflation élevée). Des phénomènes qui vont encore être renforcés sept ans plus tard lors du second choc pétrolier qui va plonger le monde développé dans une grave récession en 1980. Sept ans plus tard, après avoir bénéficié du contre-choc pétrolier, des réformes Reagan et du retour de la croissance aux Etats-Unis, le monde économique et surtout financier va de nouveau plonger, avec le krach d'octobre 1987. Cette fois-ci le déclencheur n'est pas une guerre, mais la crainte d'une remontée des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine, dont la présidence vient d'être confiée à... Alan Greenspan, qui n'a pas encore gagné ses lettres de noblesse. C'est pourtant à cause de cette même crainte de resserrement monétaire américain que, sept ans plus tard, en 1994, une nouvelle tempête va exploser, en l'occurrence un krach obligataire (c'est-à-dire une phase de forte remontée des taux des obligations, notamment d'Etat), qui suscitera par contagion, une crise dans les pays émergents, principalement en Amérique latine et surtout au Mexique, qu'on appellera ensuite "effet tequila".

La malédiction des 7 ans

Mais la malédiction des sept ans ne s'arrête pas là. Et pour cause : le 11 septembre 2001 plonge les marchés financiers et l'ensemble de la planète dans une spirale récessive qui ne prendra fin qu'en 2003. Ceux-ci étaient

alors loin de penser que, sept ans plus tard, le 15 septembre 2008, ils allaient s'effondrer dans une crise encore plus vertigineuse que celle de 2001, à savoir la faillite de Lehman Brothers et son corollaire l'écroulement du système bancaire international. Le monde était dans une crise proche de celle de 1929. Fort heureusement, les dirigeants de la planète vont actionner une relance (budgétaire et monétaire) sans précédent qui va permettre à la machine économique d'éviter le drame des années 1930 et de redémarrer progressivement.

Seulement voilà, nous sommes aujourd'hui dans la septième et dernière année de ce cycle infernal : la septième année du septième cycle. Pourtant, à la différence des six crises précédentes, qui étaient difficilement prévisibles puisque liées à des chocs extra-économiques, les arguments justifiant une nouvelle crise sont particulièrement nombreux : flambée artificielle (donc bulle) des marchés obligataires et boursiers internationaux, ralentissement de la croissance mondiale, incapacité de la zone euro à sortir du pétrin grec, dette publique proche 100 % du PIB dans de très nombreux pays européens (notamment la France) également incapables de retrouver le chemin de la croissance forte, risque de resserrement monétaire aux Etats-Unis, pays émergents fragilisés, sans oublier les forts risques géopolitiques à travers le monde (Russie-Ukraine, Iran, Daesh, menaces terroristes en Occident...).

Sur un baril de poudre

Bref, le monde est assis sur un baril de poudre. La question est simplement de savoir qui sera le détonateur de la prochaine crise. Evidemment tous les regards se tournent vers les dangers géopolitiques, les Etats-Unis ou encore la Grèce. Mais, une fois encore, le déclencheur ne viendra sûrement pas là où on l'attend. Il pourrait par exemple prendre la forme de la faillite d'une caisse de retraite française. Nous savons que deux d'entre elles sont en déficit dramatique depuis deux ans. L'Etat français devrait alors venir à la rescousse, mais avec quels moyens ? Une nouvelle hausse de la dette ? Un krach obligataire et boursier pourrait alors s'ensuivre, entraînant la planète dans une récession dramatique.

Car, si en 2008, les autorités monétaires et budgétaires internationales ont pu agir et sortir l'artillerie lourde pour éviter le désastre, elles n'ont aujourd'hui

plus de munition. Relance pharaonique, baisse des taux d'intérêt, planche à billets. Tout a déjà été utilisé.

En conclusion, même si nous ne sommes pas devins, nous anticipons qu'en toute logique, compte tenu des fondamentaux économique-financiers internationaux, mais aussi de notre cycle "sismique" de sept ans, une grave crise va débiter d'ici la fin 2015. Restez donc liquides, vendez vos obligations d'Etat, éventuellement investissez à long terme, par exemple dans la pierre ou dans de belles entreprises et surtout carpe diem : profitez de l'instant présent !

EN RÉSUMÉ :

Marc Touati:

- **Le monde est assis sur un baril de poudre.**
- La question est simplement de savoir qui sera le détonateur de la prochaine crise.
- Evidemment tous les regards se tournent vers les dangers géopolitiques, les Etats-Unis ou encore la Grèce.
- Mais, une fois encore, le déclencheur ne viendra sûrement pas là où on l'attend.
- Il pourrait par exemple prendre la forme de la faillite d'une caisse de retraite française.
- Nous savons que deux d'entre elles sont en déficit dramatique depuis deux ans.
- L'Etat français devrait alors venir à la rescousse, mais avec quels moyens ?
- Une nouvelle hausse de la dette ?
- Un krach obligataire et boursier pourrait alors s'ensuivre, entraînant la planète dans une récession dramatique.
- Car, si en 2008, les autorités monétaires et budgétaires internationales ont pu agir et sortir l'artillerie lourde pour éviter le désastre, elles n'ont aujourd'hui plus de munition.
- Relance pharaonique, baisse des taux d'intérêt, planche à billets.
- Tout a déjà été utilisé.

En conclusion, même si nous ne sommes pas devins, nous anticipons qu'en

toute logique, compte tenu des fondamentaux économique-financiers internationaux, mais aussi de notre cycle « sismique » de sept ans, **une grave crise va débuter d'ici la fin 2015.**

Restez donc liquides, vendez vos obligations d'Etat, éventuellement investissez à long terme, par exemple dans la pierre ou dans de belles entreprises et surtout **carpe diem (profitez de l'instant présent !)**

[La Grèce pourrait faire défaut de sa dette en mai et juin](#)



[Mish](#)
[Global Economic Analysis](#)

Publié le 15 avril 2015

La Grèce menace de retenir les paiements qu'elle doit au FMI pour les mois de mai et juin. Et cette fois-ci, il ne s'agirait pas d'une blague. Nous pourrions bientôt savoir quand minuit sonnera vraiment.

Voici un extrait d'un article du New York Times intitulé [Greece prepares for Debt Default if Talks with Creditors Fail.](#)

La Grèce se prépare aujourd'hui à faire défaut de sa dette, dans l'éventualité où elle ne parvenait pas à se mettre d'accord avec ses crédeurs internationaux avant la fin du mois d'avril, selon des sources ayant connaissance de l'idéologie du gouvernement de gauche radicale.

Le gouvernement, qui n'aura bientôt plus d'argent pour payer ses salariés du secteur public et ses pensions de retraite, a décidé de retenir les 2,5 milliards d'euros de paiements qui devraient être envoyés au FMI aux mois de mai et juin si aucun accord n'était trouvé.

« Nous sommes au fond du gouffre... si les Européens ne nous accordent pas plus d'argent, nous n'aurons d'autre choix que de faire défaut », a expliqué un fonctionnaire du gouvernement.

Le défaut de la Grèce est une possibilité contre laquelle les autres gouvernements européens, irrités par les méthodes de négociations peu professionnelles et la rhétorique de confrontation du gouvernement grec, ont aussi commencé à se préparer.

Sur le court terme, un défaut de la Grèce entraînerait presque immédiatement une suspension de l'assistance d'urgence apportée par la Banque centrale européenne au secteur financier grec, la fermeture de banques grecques, l'imposition de contrôles du capital et une instabilité économique accrue.

Le gouvernement est ce mois-ci à la recherche de suffisamment d'argent pour payer 2,4 milliards d'euros de retraites et de salaires.

Le pays devrait rembourser 203 millions d'euros au FMI le premier mai, et 770 millions le 12 mai. 1,6 trilliard supplémentaire devrait être remboursé en juin.

Cette crise de financement est née du fait que les 7,2 milliards d'euros accordés à la Grèce l'année dernière ont été retenus suite à des désaccords entre Athènes et ses créiteurs européens quant à ses réformes économiques structurelles.

Un troisième plan de sauvetage est nécessaire

La Grèce fait face à deux gros problèmes.

Son premier problème est que même si elle obtenait les 7,2 milliards d'euros qui lui ont été promis, elle aurait besoin d'un troisième plan de sauvetage.

Lisez ceci : [Third Greek Bailout? Another €53.8 Billion Needed? Primary Account Surplus Revisited.](#)

Une grande partie de l'argent prêté à la Grèce dans le cadre d'un plan de sauvetage est retournée à la Troïka sous forme de paiements d'intérêts. Ce n'est pas la Grèce qui se trouve refinancée, mais ses créiteurs.

Son second problème est qu'elle n'a plus de surplus de compte primaire. A moins qu'elle remédie au problème avant juin, elle devra accepter des contrôles de capitaux imposés par la BCE ou quitter l'euro.

Quand sonnera minuit

Mais puisqu'il n'y a que peu de chances qu'un des deux camps cède aujourd'hui, il ne nous reste plus qu'une chose à faire : attendre.

La Grèce a remboursé le FMI avec l'argent de la BCE

12 avril 2015 Éric Verhaeghe

Une autre farce tout à fait effrayante est celle de la levée de bons du Trésor grecs, qui a permis de rembourser le FMI et de payer les fonctionnaires ce mois-ci. Le gouvernement grec adore en effet annoncer qu'il lève tout à fait normalement des bons du Trésor. Mercredi dernier, il a ainsi levé 1,14 milliards d'euros. On oublie juste de dire que les souscripteurs de cet emprunt ne sont autres que les banques grecques, refinancées par le fonds de secours de la BCE.

D'ailleurs, la BCE a encore relevé le plafond d'aide d'urgence aux banques grecques cette semaine. Cette fois, le coup de pouce est de... 1,2 milliard d'euros précisément le montant de l'émission grecque de mercredi. Amusant non?

Autrement dit, sans la garantie (discrète) de la BCE, la Grèce serait aujourd'hui incapable de se refinancer et ferait faillite. Malgré cette aide importante, Tsipras continue de façon ahurissante à jouer aux victimes de l'Union.

Au passage, ces mêmes banques grecques sont désormais visées par une enquête de la Commission pour des aides de l'Etat illégales. La BCE a d'ailleurs révélé que le renflouement du secteur bancaire grec avait coûté près de 25% du PIB, dont la moitié perdue en recapitalisation pure.

On voit bien comment la survie de la Grèce est d'ores et déjà totalement artificielle.

La pire crise financière est devant nous. Ou pas.

Posté le 14 avril 2015 par **Bruno Colmant**

[Nous vous faites pas d'illusion : effacer toutes les dettes sur terre n'est pas une solution. Comme il n'y aura plus jamais de croissance économique (vieillesse de la population selon le FMI, fin du pétrole abondant et bon marché, pénuries de ressources naturelles, pollution, etc.) le monde ne repartira pas « comme avant ». Nos modèles économiques sont maintenant désuets et personne, pas même les Nobels d'économie (ni Bruno Colmant, auteur de ce texte), ne sait comment

faire pour avoir une économie fonctionnelle sans croissance. L'expression « ou pas » du titre de cet article est donc de trop.]

Un des plus influents banquiers de Wall Street vient d'annoncer que nous étions au bord de la pire crise financière de l'Histoire.

Il a évidemment raison, d'autant que les premières victimes de ce krach, qui viendra d'une hausse des taux d'intérêts ou de défauts souverains, seront les banques. Ces dernières subiraient des pertes supérieures à leurs capitaux propres, les conduisant à la nationalisation et, bien évidemment, à une ponction sur les dépôts bancaires.

Mais il ne faut pas s'en étonner : nous avons accumulé des dettes publiques qui sont incompatibles avec la croissance future. Il faudra un jour les défalquer de nos avoirs.

Le jour de cette crise, la seule solution sera d'inonder l'économie de liquidités au travers des banques centrales. Il en résultera une salutaire vague d'inflation qui correspondra au jubilé du Lévitique : tous les 50 ans, les terres sont redistribuées, les esclaves libérés et les dettes remises.

L'histoire apprend que l'inflation est le moyen le plus commode d'absorber une dette publique.

Je l'ai souvent prédit : la dernière bulle et le krach ultime concerne la monnaie elle-même. C'est sa perte de pouvoir d'achat qui libère le futur des emprunts de prospérité.

Grâce à cette injection monétaire, les banques seront sauvées, ce qui était le message subliminal de ce banquier.

Vers une nouvelle baisse des prix du pétrole ?

Matt Insley 15 avril 2015 | La Quotidienne d'Agora

Je viens de rentrer de Denver, au Colorado, et j'ai beaucoup de choses à vous raconter.

Je m'y suis rendu pour participer à une grande convention sur le gaz de schiste, en particulier celui de Bakken et de Niobrara dans l'ouest des Etats-Unis. Toute "la crème" était présente – y compris Hess, Whiting Petroleum, Oasis Petroleum et Synergy Resources.

J'ai pu discuter avec plusieurs acteurs clés et je vais aujourd'hui vous révéler

ce qui se dit en coulisses au sujet de la chute des prix du pétrole – et ce que j'en conclus.

En fait, allons droit au but, j'en ai conclu que les prix du pétrole allaient baisser encore plus que ce qu'on pensait, et pendant plus longtemps.

Qu'est-ce qui me permet d'affirmer cela ? La réponse du président d'Oasis Petroleum, Taylor Reid, à la question que je lui ai posée. Car Oasis, comme la plupart des autres acteurs, cherche à couvrir ou à vendre à terme sa future production.

Ce qui sauve l'industrie du schiste, c'est que les acteurs dans le schiste ont couvert leur production avant la dégringolade des prix du pétrole. En effet, avec des prix qui se situent actuellement autour des 50 \$, beaucoup de producteurs bénéficient encore de couvertures qui leur permettent de vendre des barils à 20 \$, 30 \$ et même 40 \$ de plus que le prix actuel.

Selon Reid, Oasis cherche à couvrir sa future production (dans une certaine mesure.) Mais lorsque je lui ai demandé à quel prix il serait heureux de fixer la transaction, sa première réponse fut qu'Oasis n'est "pas prête à le dire." Cependant, en répondant par la suite à d'autres de mes questions, il me révéla que sa compagnie "avait l'habitude" de couvrir à des niveaux entre 80 \$ et 90 \$. Aujourd'hui, il serait sans doute heureux de couvrir autour des 70 \$ et même 60 \$ "serait bien."

Pourquoi le président d'Oasis s'est-il montré si évasif à propos de ce concept pourtant assez simple ?

En fait, Oasis n'est pas le seul producteur de pétrole de schiste qui veut se couvrir. Il y a donc certainement une stratégie pour concevoir un plan de couverture et garder cette information secrète afin d'avoir de l'avance sur la concurrence.

Mais ce n'est pas sa réponse exacte qui importe. Cet exemple nous donne une vision significative de ce qui se passe en coulisses dans le secteur du gaz de schiste américain. Lorsque le prix du pétrole commencera à dépasser les 60 \$ le baril (ce qui pourrait être pour bientôt), je parie que nous allons voir une pression continue sur les prix. Pourquoi ? Parce que dès que le prix deviendra raisonnablement "utile", les entreprises qui travaillent dans le schiste annonceront partout qu'elles vendent leur production à terme. Et lorsqu'elles vendront, les prix du pétrole ressentiront la pression.

L'autre raison pour laquelle je pense que nous allons voir des prix plus bas plus longtemps est très simple...

Le coût pour produire du pétrole diminue, à tous les niveaux.

Certes, pendant des années, nous avons su que les producteurs sont devenus plus efficaces à produire du pétrole brut léger aux Etats-Unis. C'est là une tendance qui n'a certes pas ralenti. Aujourd'hui, les producteurs ont même encore plus de raisons d'augmenter leurs rendements, de forer les "*sweet spots*" (zones les plus poreuses et les plus perméables) et en général de produire plus de pétrole à un coût moindre.

Toutefois, il existe un autre facteur sur le marché actuel qui fait baisser le niveau de rentabilité. Avec un recul énorme des dépenses en capital et une chute du nombre de forages, le coût des services chute rapidement.

Selon Jeff Knupp, directeur chez Tudor Pickering Holt & Co, une baisse de 10% des coûts de services peut entraîner une chute entre 3 \$ et 6 \$ du niveau de rentabilité pour les producteurs. Knupp observe également que les niveaux de rentabilité sont probablement plus bas de 15 \$ à 20 \$ qu'ils ne l'étaient il y a seulement quelques mois.

Par conséquent, on comprend bien pourquoi les prix sont plus bas.

[Athènes dément se préparer à « un quelconque défaut » : Pour le FMI, une crise avec la Grèce ne peut être exclue](#)

Blog de la résistance et zero hedge 14 avril 2015



« Les négociations progressent rapidement vers une solution satisfaisante pour tous », assurent les services du Premier ministre Alexis Tsipras dans un communiqué. (Crédits : Reuters)

Je le donnais hier, le FT annonçait : [« Nous sommes arrivés à la fin de la route » – la Grèce se prépare pour le défaut](#) :

« la Grèce se prépare à passer à l'étape dramatique de déclarer un défaut sur

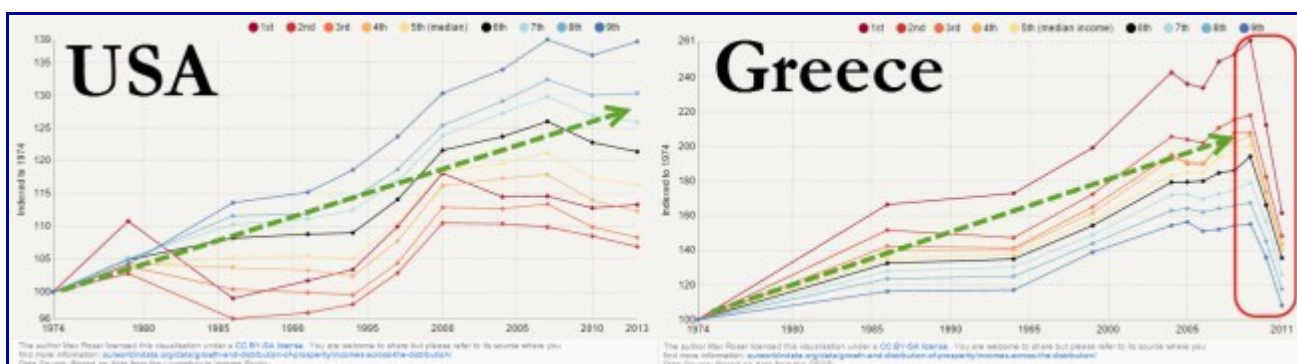
sa dette, à moins qu'elle puisse parvenir à un accord avec ses créanciers internationaux avant la fin Avril. » affirmait le FT .

Et dans la foulée le papier de ZH que je relayais reprenait déjà cette déclaration, en ironisant « c'est quand les officiels démentent que vous pouvez être sur qu'ils se préparent »

Il est clair que et l'Europe et la Grèce se préparent ...

Voici un graphique de ce jour publié par ZH , avec comme titre :

« Les Grecs n'ont jamais été plus pauvres depuis 1980, est ce que ça peut arriver aussi aux USA »



Et commente : « Après 40 années de croissance presque linéaire des revenus, les Grecs ont vu ces gains détruits dans le court espace de ces dernières années. »

L'histoire est simple, [comme le rapporte WaPo](#), c'est qu'il y avait un grand bond pour tout le monde après que la junte fut repoussée en 1974, une grande stagnation du milieu des années 80 au milieu des années 90, encore un plus grand bond , en particulier pour les riches, puis enfin une grosse chute qui a effacé 30 années de gains ou plus.

La riches Grecs ont fait un peu mieux que les autres, avec leurs revenus disponibles réels qui n'a baissé « que » aux niveaux de 1985. Mais pour les pauvres les revenus ont diminués encore plus, de retour à l'endroit où ils étaient en 1980.

C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que la Grèce a vraiment une crise humanitaire sur les mains, conclut ZH .

Alors TSIPRAS va-t-il saigner son peuple ? J'en doute fort .

D'ailleurs, Pour le FMI, une crise avec la Grèce ne peut être exclue :

Washington – Une crise avec la Grèce ne peut-être exclue, a estimé mardi l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard lors d'une conférence de presse.

« Une crise grecque ne peut être exclue, et cela serait un évènement qui déstabiliserait les marchés financiers », a estimé M. Blanchard en présentant les prévisions économiques révisées du Fonds monétaire international pour 2015 et 2016. Il a également indiqué que les risques de récession dans la zone euro, identifiés comme le principal danger pour l'économie mondiale l'an dernier, s'étaient atténués, *« tout comme le risque de déflation »*.

Sur l'économie mondiale dans son ensemble, M. Blanchard a indiqué que le FMI *« considérait que les risques macroéconomiques ont légèrement diminué »*.

Les mouvements sur les taux de change ont été *« inhabituellement importants »*, avec notamment une forte hausse du dollar mais que *« dans l'ensemble ce mouvement d'ajustement des taux de change peut être considéré comme une bonne nouvelle pour l'économie mondiale »*.

Z.

=====

[Athènes dément se préparer à « un quelconque défaut »](#)

La Grèce a démenti lundi des informations du Financial Times selon lesquelles elle se préparait à un défaut si elle ne parvenait pas à un accord avec ses créanciers d'ici la fin du mois.

« La Grèce ne se prépare en rien à un quelconque défaut et il en va de même pour ses bailleurs de fonds. Les négociations progressent rapidement vers une solution satisfaisante pour tous. »

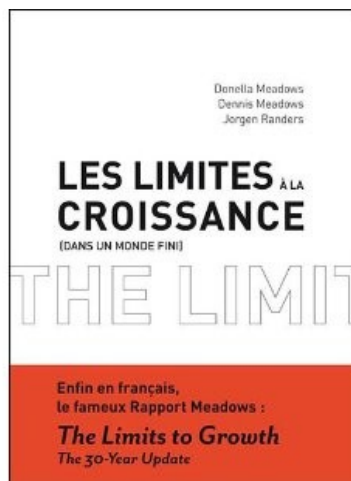
Dans un communiqué, les services du Premier ministre Alexis Tsipras ont ainsi démenti [des informations du Financial Times \(FT\) publiées lundi 13 avril](#). Le journal écrit qu'Athènes compte différer le paiement de 2,5 milliards d'euros de remboursements dus au Fonds monétaire international (FMI) en mai et en juin si aucun arrangement n'est passé avec ses créanciers sur les réformes.

Risque de suspension de la fourniture de liquidité d'urgence

Dans le cadre du plan d'aide international, Athènes a reçu au total 240 milliards d'euros de l'Union européenne et du FMI depuis 2010 mais n'a obtenu aucun versement depuis août dernier. Le *Financial Times* souligne qu'un défaut de la Grèce conduirait presque certainement à court terme à la suspension de la fourniture de liquidité d'urgence (ELA) par la Banque centrale européenne (BCE) à la Grèce, à la fermeture de banques grecques, au contrôle des changes et à une aggravation de l'instabilité économique.

Une accélération, mais vers quoi ?

[Selon le rapport du club de Rome (les limites à la croissance): vers un effondrement de civilisation.]



Richard Mills
Ahead of the Herd

Publié le 15 avril 2015

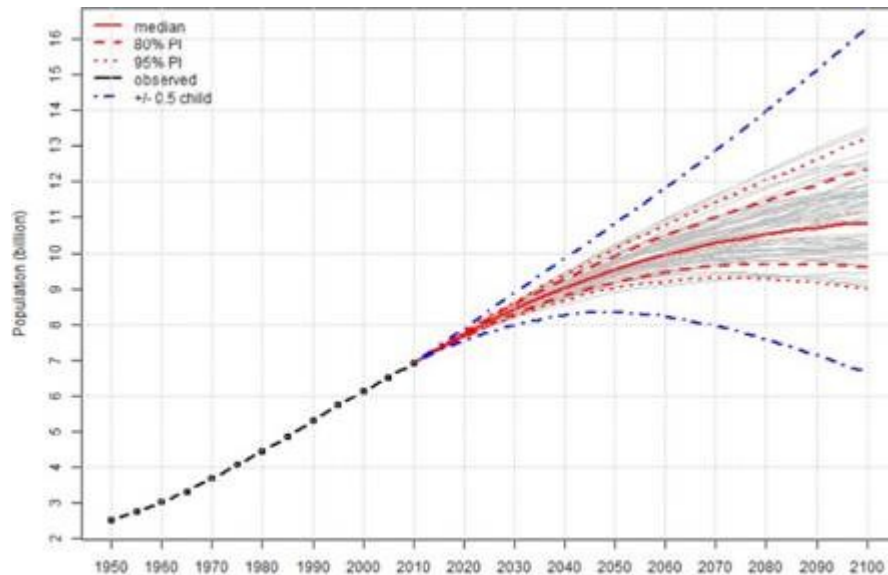
Les Hommes modifient le monde qui les entoure depuis maintenant des dizaines de milliers d'années. C'est dans leur nature, ils façonnent et modifient l'environnement existant et restent indifférents devant les conséquences de leurs actions.

L'échelle et la rapidité des transformations survenues depuis les années 1950 ont été presque incroyables. Si stupéfiants sont ces transformations que les scientifiques les ont ces quelques soixante-cinq dernières années surnommées la « Grande accélération ».

L'explosion de notre population, la demande accélérée en ressources naturelles, notre attitude je-m'en-foutiste face à la pollution et à la destruction

des habitats ne font qu'augmenter ce qui était autrefois une pression encore tolérable sur les écosystèmes du monde.

Il y a seulement cent quatorze ans, la population humaine s'élevait à 1,6 milliard d'âmes. Nous sommes aujourd'hui plus de 7,2 milliards d'humains sur Terre, et selon les Nations-Unies, nous devrions être 9,6 milliards en 2050 – c'est 68,5 millions de personnes nées chaque année entre 2015 et 2050.



La variante inférieure des estimations des Nations-Unies pour 2100 est de 6,7 milliards d'habitants sur Terre. Leur variante supérieure est de 16,6 milliards et la ligne médiane se situe à 11 milliards.

« Le problème de ces prévisions de long terme sont qu'elles sont basées sur des suppositions quant au taux de naissances – et que nous ne disposons toujours pas de méthode fiable de prédiction des niveaux de fertilité à une génération, et encore moins à un siècle » - Nicholas Eberstadt, American Enterprise Institute.

La croissance démographique ralentit, mais elle ne s'arrête pas, et il n'y a aucune chance que nous assistions à un renversement au cours de ces 35 prochaines années.

« Le pouvoir des populations est supérieur au pouvoir qu'a la Terre de fournir aux Hommes de quoi survivre. Une mort prématurée devra un jour ou l'autre venir rendre visite à la race humaine. Les vices de l'humanité sont les ministres de la dépopulation. Ils sont les précurseurs d'une armée de la destruction, et finissent souvent le travail eux-mêmes. Mais s'ils venaient à perdre cette bataille pour l'extermination humaine, des épidémies, des

pestilences et des pestes viendront emporter des milliers d'Hommes. Si leur succès était incomplet, d'inévitables famines prendraient la main, qui viendraient durement niveler la population avec les ressources alimentaires du monde », Thomas Malthus, 1798, *An Essay on the Principle of Population*.

Eser Boserup, agriculteur et économiste, adopte le point de vue opposé. Selon lui, la croissance démographique est le moteur de la productivité des sols – la capacité de notre planète à offrir refuge aux Hommes est basée sur les capacités de nos systèmes sociaux et de nos technologies plus que sur nos limites environnementales.

Que son un, deux ou sept milliards de personnes sur une planète qui, pour reprendre Bordland, le père de la [Révolution verte](#), aurait une capacité de dix milliards d'habitants ? Nous devrions avoir une importante marge de développement.

Mais faire passer au second rang les limites environnementales ne me donne pas beaucoup d'espoir pour l'avenir. La Terre peut être assez vaste pour un, quatre, neuf ou dix milliards d'habitants. Mais viendra un nombre où nous en demanderons plus à la Terre que ce qu'elle pourra nous fournir. Et beaucoup pensent que ce nombre a déjà été dépassé.

Dépassement écologique

Pendant une majorité de l'Histoire humaine, nous avons sans aucun doute consommé des ressources à un taux bien moindre que la capacité de notre planète à les régénérer.

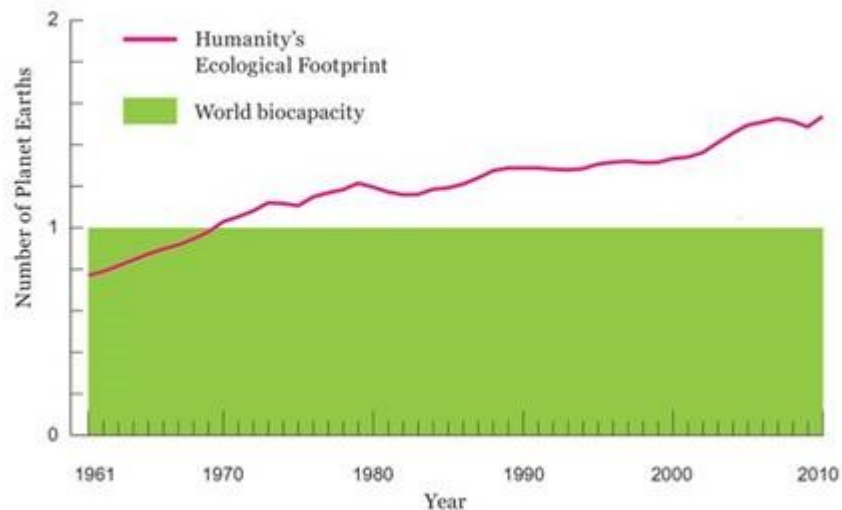
Nous avons malheureusement franchi un palier critique. La demande que nous imposons aujourd'hui aux ressources de notre planète semble avoir commencé à dépasser le rythme auquel la nature est capable de les renouveler.

L'écart entre la demande humaine et l'offre de notre planète est connu sous le nom de dépassement écologique. Pour mieux comprendre ce concept, prenons l'exemple d'un compte bancaire – supposez que vous y ayez déposé 5.000 dollars qui vous rapportent des intérêts chaque mois. Un mois après l'autre, vous retirez les intérêts générés, plus 100 dollars. Ces 100 dollars sont votre dépassement financier, ou écologique, et leur retrait n'est évidemment pas illimité.

Les Hommes produisent actuellement plus de ressources naturelles que ce que la Terre est capable de leur fournir sur une base durable. Au taux actuel, il nous faudrait une demi-Terre supplémentaire. D'ici à 2050, nous devrions avoir besoin des ressources de deux planètes.

Si tout le monde se mettait aujourd'hui à consommer des ressources naturelles de la même manière qu'un Américain moyen, nous aurions besoin de 3,9 planètes.

Humanity Takes More Than Earth Can Provide



WWF/Global Footprint Network

Selon le Global Footprint Network, le 19 août a représenté le jour où, en 2014, l'humanité a épuisé son budget écologique global pour l'année. Pendant les quatre mois et demi restants, nous avons été en dépassement écologique.

Anthropocène

Un groupe d'experts vient de se réunir pour déterminer si le temps était venu de décréter l'époque dans laquelle nous vivons terminée et d'en amorcer une nouvelle – une ère déterminée par l'empreinte de l'Homme sur notre planète. Cette ère devrait être baptisée anthropocène.

Ceux qui adhèrent à cette idée pensent que « l'influence de l'humanité sur l'atmosphère de la planète Terre et la croûte terrestre au cours de ces quelques derniers siècles est telle qu'elle ait amorcé une nouvelle ère ».

Mais quelle en serait la date de commencement ?

Les roches sont utilisées pour déterminer les différentes ères de l'Histoire de la Terre. Par exemple, le début de l'ère cambrienne marque le moment où des groupes d'animaux majeurs ont commencé à apparaître sous forme de fossiles.

Le groupe d'étude de l'anthropocène a proposé plusieurs dates de commencement :

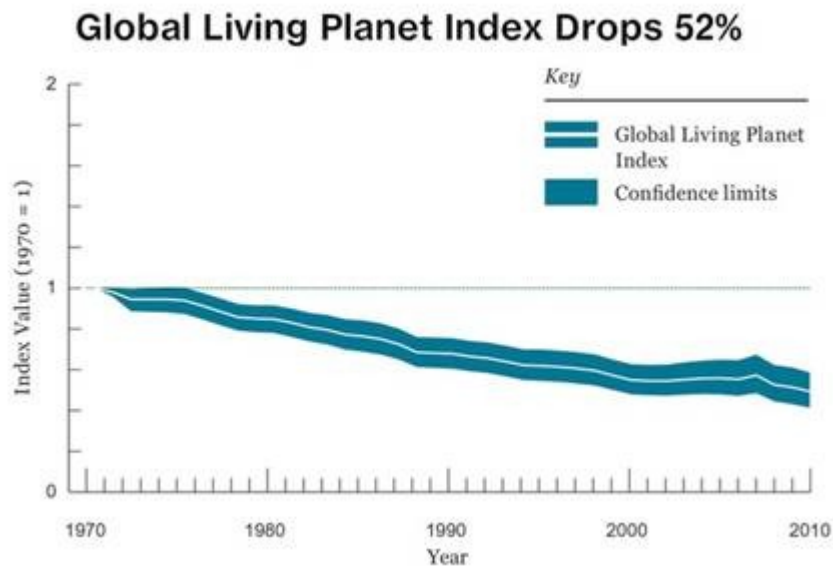
- Les radionucléides qui ont été laissés derrière elles par les bombes atomiques des années 1940 et 1950. Les avantages de ces marqueurs nucléaires est que le plutonium, le césium et le strontium peuvent tous être liés à une date précise et présentent une ligne distinctive dans la roche.
- L'utilisation du [plastic](#) à grande échelle.
- Les émissions d'hydrocarbonés poly aromatiques issus de la [consommation d'énergie fossile](#).
- Dernier point, mais pas le moindre : la contamination par le plomb en raison de l'utilisation répandue de pétrole.

Tous ont laissé derrière eux des traces dans les roches qui composent la croûte terrestre.

« Peu importe quand cette nouvelle époque a commencé, nous y vivons aujourd'hui. Et si nos descendants regardaient en arrière dans des milliers d'années, ils observeraient les signes de nos actions dans la roche » -

Anthropocene.info

L'indice planète vivante global



Fédération mondiale de la faune

L'indice planète vivante global présente un déclin de 52% entre 1970 et 2010. Cet indice est basé sur des tendances enregistrées auprès de 10.380 populations et 3.038 mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens et poissons. Plus de la moitié des vertébrés de notre planète ont disparu entre 1970 et 2010.

Conclusion

J'aimerais proposer une date de commencement pour l'ère anthropocène : 1970.

Si le début de l'ère cambrienne marque le moment où des groupes majeurs d'animaux sont apparus, pourquoi ne pas prendre 1970 pour marquer le début de l'anthropocène, et définir le moment où ils ont commencé à disparaître ?

La question que nous devrions tous nous poser est la suivante : une grande accélération... vers quoi ?

Qu'avez-vous sur votre radar ? J'y conserve bien entendu l'empreinte de l'humanité.

L'empreinte de l'humanité, et la vôtre, sont-elles sur votre écran radar ?

Si elles ne le sont pas, elles le devraient.

Le gouvernement pèse sur l'économie, la croissance et les revenus

15 avr 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous continuons notre série sur le 21ème siècle... et combien nous le trouvons décevant.

Où sont les nouvelles inventions à couper le souffle ? Où est la hausse des revenus ? Où est l'économie dynamique et trépidante que nous attendions ?

En 1963, nous avons essayé de nous imaginer au 21ème siècle. Le rythme du progrès était si fantastique qu'il fallait se donner du mal pour y parvenir. Tous les ans, Chevrolet, Ford et Chrysler sortaient un nouveau modèle, encore meilleur que le précédent. Encore 50 ans et, sans aucun doute, les voitures voleraient ! En 1966, la première calculatrice de poche est apparue. Un demi-siècle plus tard, quelle serait la quantité de connaissance et de calcul que nous pourrions transporter ! Puis, en juillet 1969, Neil Armstrong a marché sur la Lune. Ce n'était qu'une question de temps avant que nous ayons une colonie sur la Lune... à partir de laquelle nous pourrions explorer tout le système solaire.

La seule de toutes ces choses ayant réalisé son potentiel apparent a été l'augmentation de la puissance informatique. Cela a changé la vie sur la Terre. Désormais, au lieu de parler à vos voisins dans l'ascenseur, vous pouvez garder la tête baissée, concentré sur votre smartphone. Dans certains restaurants, nous avons vu des couples n'échangeant pas une parole de tout le repas — chacun pianotait sur son téléphone. Ce n'est pas du progrès, ça ?

La plus décevante, en revanche, a été le manque de croissance des revenus. Aux Etats-Unis, les revenus personnels ont augmenté de 50% entre le début et la fin des années 60, à plus de 10 000 \$ par personne. Si les revenus avaient continué de croître à ce rythme, le travailleur moyen gagnerait aujourd'hui plus de 50 000 \$ par an — en dollars de 1970. Ce qui fait environ 300 000 \$ en dollars actuel (bien entendu, la hausse de 1960 contenait un peu d'inflation... mais relativement peu par rapport à ce qui allait venir).

Depuis que le 21ème siècle a commencé, le ménage américain moyen a perdu des revenus

Depuis que le 21ème siècle a commencé, le ménage américain moyen a perdu des revenus. Dommage.

▪ **Pourquoi un tel recul ?**

L'une des réponses, que nous avons examinée hier, est que les trois

principales zones économiques — les Etats-Unis, l'Europe et le Japon — sont désormais dominées par les seniors. Mais ceci n'explique qu'une partie du phénomène... et probablement pas la principale.

Un gouvernement est toujours réactionnaire. Il protège les électeurs existants contre ceux qui ne sont pas encore nés, les entreprises existantes contre les nouveaux entrepreneurs, et le passé, généralement, contre l'avenir.

Une bonne partie de ce siècle lamentable peut être attribuée au gouvernement et à ses petits amis du secteur privé. Devant une telle suggestion, les partisans d'un Etat fort soulignent généralement que les dépenses gouvernementales, en tant que pourcentage du PIB, ne sont pas beaucoup plus élevées aujourd'hui qu'elles l'étaient au 20ème siècle. Sauf qu'à présent, une bonne partie du secteur privé a été cooptée.

Depuis 1960, le nombre de réglementations et de taxes a grimpé en flèche. [Comme nous l'avons mentionné hier](#), il y a beaucoup moins de créations d'entreprises aujourd'hui que dans les années 60. C'est en partie parce que les sociétés existantes sont protégées par une muraille régulatrice destinée à empêcher les concurrents d'entrer.

Le secteur de la "sécurité" est de toute évidence une affaire gouvernementale, dominée par le copinage

Le secteur de la "sécurité" est de toute évidence une affaire gouvernementale, dominée par le copinage. Mais il en va de même dans la finance, la santé, l'immobilier et l'éducation. Ils ne sont pas exactement mariés aux autorités, mais ils sont si proches qu'ils passent quasiment toutes les nuits dans les bras l'un de l'autre.

Prenez une entreprise comme General Electric, par exemple. Elle est censée être dans le secteur de la production de moteurs pour avion et autres grandes pièces industrielles. Mais avant la crise de 2008, elle travaillait main dans la main avec les autorités US pour profiter de la courbe de rendements faussée par le gouvernement... et lorsque ça a mal tourné... elle a été sauvée par des renflouages fédéraux directs.

En bref, après 1960, l'économie en est progressivement venue à être contrôlée par des gens plus intéressés par la protection de la richesse actuelle que par la production de nouvelle richesse. La planification centrale a engendré un déclin des taux de croissance pendant le reste du 20ème siècle. Les salaires réels ont atteint un sommet en 1970. Le taux d'innovation a

ralenti. Ce que nous voyons au 21ème siècle, c'est une preuve de notre adage : le véritable rôle du gouvernement, c'est d'anticiper l'avenir et de l'empêcher de se produire.

La BCE a soudé l'aiguille du baromètre économique sur « grand beau »... mais le temps devient très blizzard !

Philippe Béchade avril 14, 2015 [Articles des éconoclastes](#),

Alors que les Econoclastes commencent à rassembler des outils pour démonter pièce par pièce la dernière version du « moteur de la croissance » version 2015 (baptisé « QE1-V18"), pour voir ce qu'il a dans le ventre, voici déjà un petit bilan de ses performances sur circuit financier: malgré un nombre de décibels assourdissant (60Mds par mois), un système d'injection d'une capacité de 1.140Mds sur 18 mois (il reste 1.080Mds de carburant à consommer dans le réservoir), **le moteur sorti des ateliers de la BCE propulse l'économie réelle à... zéro kilomètre heure.**

L'Europe vrombit, les entreprises dégagent beaucoup de fumée (les centrales thermiques au charbon allemandes asphyxient l'Europe)... mais le moteur monétaire repose sur un châssis lui même posé sur des parpaings: il manque la transmission et les roues.

Alors oui, bien sur, **il y a une illusion de déplacement**, et qui s'accélère au fil des semaines... mais c'est exactement le même phénomène que lorsqu'un train est arrêté à quai tandis que celui garé à ses côtés démarre: les voyageurs qui fixent le convoi en mouvement ont l'impression -s'ils ont impatients de rallier leur destination- que c'est leur propre train qui démarre.

Mais **l'Europe ne démarre pas**: c'est le Dollar qui avance (+22% depuis mars 2014) et qui donne l'impression que les entreprises de l'Eurozone prennent de la vitesse, alors que **ce sont les entreprises chinoises et américaines qui reculent** (85% de firmes US ont revu à la baisse leurs « guidances » pour le 1er semestre 2015).

le moteur monétaire repose sur un châssis lui même posé sur des parpaings: il manque la transmission et les roues.

Pour les multinationales européennes, ce sont seulement leurs bénéfices exprimés en Dollar qui prennent de l'embonpoint... mais **l'investissement, l'emploi, le crédit et la consommation sont à la diète.**

C'est surtout flagrant aux Etats Unis où les ventes détail viennent enfin de rebondir après 3 mois consécutifs de recul... mais moins que prévu (+0,9% au lieu de +1,2%).

Bon présenté comme cela ce n'est pas très parlant, alors revenons en au florilège des prévisions des économistes -y compris ceux de Goldman Sachs comme David Kostin et Jan Hatzuys- en octobre 2014: « les ventes de Thanksgiving, du cyber monday, de Noël vont pulvériser les attentes les plus optimistes: Wall Street réalise à peine que la baisse des carburants et du fuel ont restitué 7% de pouvoir d'achat aux ménages américains, les chiffres du 3ème trimestre vont être explosifs ».

De combien ces 7% de pouvoir d'achat retrouvé ont-ils dopé la consommation US depuis avril 2014 ?

De +0,8% en année pleine ! Un vrai carton, non ?

Voilà une nouvelle illustration du bolide aux essieux posés sur des parpaings.

Heureusement, Barack Obama a obtenu que Cuba cesse de figurer sur la liste des pays soutenant le terrorisme... et de la Havane au Nord à Guantanamo au Sud, **il y a des dizaines de millions de cubains qui ont 50 ans de retard dans le remplissage de leurs caddies.**

En ce qui concerne l'alignement des planètes, quel pays peut prétendre être mieux placé que le Japon... le pays du soleil levant ?

L'archipel a bénéficié le premier d'un Yen en chute libre, de l'effondrement du prix des matières premières en 2013 puis du pétrole en 2014, le tout sur fond de « QE » massif -soit très exactement les atouts dont les marchés crédit l'Europe en 2015.

Le résultat pour le Japon, une croissance anémique de +1% (soit 5 Yen injectés pour 1 Yen de PIB supplémentaire), une inflation toujours à zéro, une balance commerciale qui se détériore... et même une baisse des commandes de machines-outils qui déjoue tous les pronostics en mars.

Bien évidemment, l'alignement des planètes au-dessus du Japon n'est pas transposable à l'Europe: nous sommes beaucoup plus malin que Shinzo Abe:

la BCE a su attendre le mois de janvier 2015 pour lancer son « QE », donc les résultats vont être époustouflants (contrairement au « QE » nippon lancé début 2014, c'est à dire un an trop tôt (vous aurez bientôt l'occasion de nous demander pourquoi)).

nous sommes beaucoup plus malin que Shinzo Abe: la BCE a su attendre le mois de janvier 2015 pour lancer son « QE »

Mais oublions l'économie réelle et ses pesanteurs archaïques et revenons-en aux marchés qui baignent dans leur océan de liquidités numérique: aux dernières nouvelles, 85% de gérants se disent « bullish » et **les 15% qui ne sont sceptiques et potentiellement « bears » sont néanmoins contraints d'acheter des actions pour coller au « benchmark ».**

Comme les « hedge funds » prennent des leviers de 10 à 20 au quotidien, que les achats à crédit représentent 350% de la capitalisation à Wall Street (qui arbitre massivement au profit des actions européennes, toujours à crédit puisqu'il est gratuit) **nous pouvons affirmer que le marché comporte au bas mot 150% d'acheteurs.**

C'est un situation technique sans précédent: l'analyse technique se contente de constater chaque jour depuis juillet 2012 que tous les oscillateurs, sur toutes les unités de temps (1 heure, 1 jour, 1 semaine, 1 mois, 1 trimestre) sont tous orientés à la hausse, et le fait qu'ils soient en surachat permanent ne les fait pas corriger pour autant.

Les chartistes sont hypnotisés par un baromètre technique dont la BCE -et ses complices ont soudé les aiguilles pour qu'elles stationnent éternellement dans la zone « grand beau » ... ce qui fait dire aux plus optimistes que les indices boursiers risquent au pire d'affronter une tempête de ciel bleu jusqu'en septembre 2016.

Alors oui, c'est « grand beau » sur les marchés, mais cela n'a plus rien à voir avec les conditions météo... et surtout plus rien à voir avec un « marché ».

Si le CAC40 était sur la lune, les indicateurs économiques revus et corrigés par la BCE inciteraient les investisseurs à sortir un jour d'éclipse sans masque à oxygène... en bermuda et chemise à fleur !

la BCE -et ses complices ont soudé les aiguilles pour qu'elles stationnent éternellement dans la zone « grand beau » ... ce qui

fait dire aux plus optimistes que les indices boursiers risquent au pire d'affronter une tempête de ciel bleu jusqu'en septembre 2016.

« Effondrement des ventes dans les hypermarchés ! »

Charles Sannat 15 avril 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous n'êtes pas sans le savoir (expression ne signifiant pas grand-chose au demeurant), nous vivons une période de reprise économique fabuleuse et une croissance jamais vue. Hein que vous la sentez la croissance... Et que même si vous ne la sentez pas, il faut dire qu'on la voit...

Je sais, on hésite entre hystérie ou hallucination collective au sujet de cette croissance.

Enfin, nous hésitons de moins en moins car quand même, il est à noter ces derniers temps une épidémie de prédictions alarmistes.

Je vous disais par plus tard qu'hier que Vetter, le grand mamamouchi de la plus grande banque régionale allemande, pensait que l'on était dans la « mère de toutes les bulles », ce qui me semble tout à fait le cas.

Mais il n'est pas le seul, non, partout en France et à l'étranger, même aux USA tenez : le patron de JPMorgan, lui-même en personne, qui expliquait encore il y a quelques jours que tout cela allait nous exploser à la figure prochainement...

Je dois vous avouer que je ne suis pas très content de tous ces vendeurs d'apocalypse... Cela pose un réel problème à notre communauté de contrariens... Comment pouvons-nous rester contrariens si tout le monde pense la même chose que nous... Zut alors !

Évidemment, c'est de l'ironie et de l'humour noir car si nous avons raison dans notre analyse et dans les risques que nous courons, si nous devons voir ces risques se matérialiser, alors ce ne serait drôle pour personne. Pourtant, le climat est drôlement en train de changer et les signaux d'alerte sont de plus en plus nombreux.

Nous arrivons au bout de 7 ans de non-reprise à la fin du bout de la dernière ligne droite de ce cycle. Au bout du chemin, une nouvelle crise nous attend.

Le problème c'est que les chiffres sont mauvais

Les salaires ont stagné ou baissé.

Les déficits et les dettes ont augmenté.

Le chômage a explosé.

De nombreux pays sont proches de l'insolvabilité.

Le commerce international s'est contracté.

La misère, la pauvreté et les inégalités se sont trop largement amplifiées.

Où que vous regardiez, tout est mauvais. Nous savons qu'il est impossible de le crier trop fort, mais pourtant tout est mauvais.

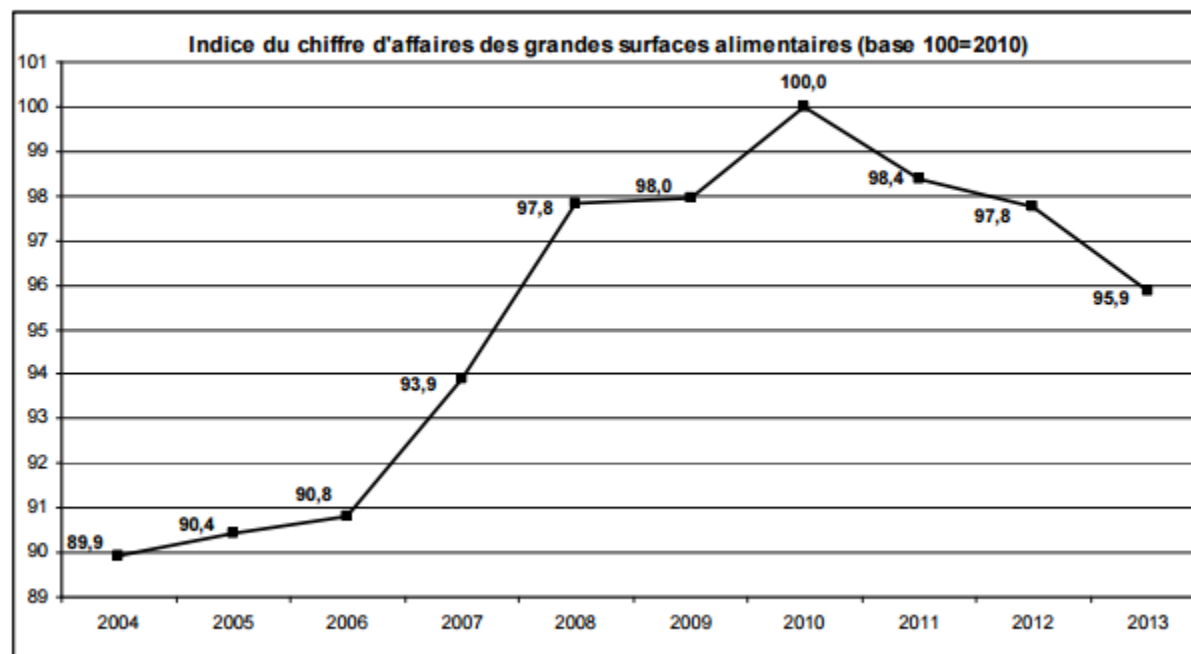
Oui mais la consommation tient !

D'abord, penser que l'on va devenir riche collectivement si tous les Français achètent encore plus de trucs dont ils n'ont pas besoin en provenance de Chine avec de l'argent qu'ils n'ont pas, c'est loin d'être gagné.

Ensuite, c'est tout simplement faux.

Tenez, ce ne sont pas mes chiffres, ni mon dessin, non, ce sont ceux d'une institution sérieuse appelée l'INSEE.

Graphique 1 : évolution de l'indice du chiffre d'affaires des grandes surfaces alimentaires de 2004 à août 2013



Source : Insee. Pour 2013, données de janvier à août

Bon, côté commentaire... on va faire court, hein, vous voyez aussi bien que moi que ça baisse... et pas que d'un peu.

Oui mais chéri, comme dit ma femme, c'est la reprise alors les chiffres doivent remonter... Eh bien non, ma chère et tendre épouse aux lunettes roses chevillées à ton doux visage. Navré de te péter en deux ton moral vacillant (depuis le temps que j'y travaille, elle veut encore croire que tout va bien se passer), mais regarde les derniers chiffres. Ils sont là, dans les tableaux ci-dessous... On a tout de même des baisses de 7 % ! C'est loin d'être négligeable...

Alors mes chers lecteurs, ce qui arrive va être dantesque. Je vous invite donc à faire monter le chiffre d'affaires des hypermarchés et en particulier du rayon boîtes de conserve... D'ailleurs, cette liste des supermarchés et l'évolution de leur chiffre d'affaires est parfaitement cohérente avec les différentes dynamiques économiques régionales...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

La Grèce sur le point de s'annoncer en défaut de paiement

On va bien finir par la voir cette faillite grecque...

Plus d'efforts ? Ce serait économiquement et socialement suicidaire !

Reste la sortie de la zone euro...

À moins que la Grèce fasse défaut MAIS reste dans la zone euro, car il n'est pas prévu et par aucun accord qu'un défaut de paiement entraîne la sortie obligatoire de l'euro...

En clair, juridiquement, la Grèce pourrait faire défaut ou faillite et rester dans l'euro... Ou aller se faire voir chez les Russes.

Les prochains mois ou semaines seront passionnants.

Charles SANNAT

Russie-UE : les relations énergétiques en crise

Il est évident qu'à force de se chercher, on finira bien par se trouver.

Soit (et il est grand temps de le faire tant cette situation ne rime à rien) nous entamons une réelle désescalade avec nos amis russes, soit cela finira par s'envenimer et il est dans ce cas évident qu'à un moment ou à un autre se pose le problème de rétorsions russes sur le gaz, sa livraison et son prix...

Savourons les beaux jours, l'hiver pourrait être froid !!

Charles SANNAT

Les relations entre la Russie et l'Union européenne dans la sphère énergétique sont en crise, a déclaré le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak.

« Si l'on regarde les choses objectivement, on voit que l'équilibre des relations énergétiques élaboré pendant plusieurs décennies entre la Russie et l'UE est aujourd'hui en crise. L'UE ne souhaite pas maintenir le système de relations, ce qui augmente les risques pour la sécurité énergétique de l'Europe en premier lieu », a indiqué M. Novak lors d'une conférence organisée par le club de discussion Valdaï intitulée « Europe et Eurasie : vers un nouveau modèle de sécurité énergétique ».

Le PDG de Gazprom Alexeï Miller, intervenant lors d'une conférence du club Valdaï à Berlin, a menacé les Européens d'une coupure des livraisons s'ils cherchaient à maintenir le transit de gaz russe via l'Ukraine. Il a en outre indiqué que si l'UE obtenait la mise en place d'un prix unique du gaz russe pour les clients européens de Gazprom, il s'agirait du « prix fort ».

Selon lui, le blocage de la construction de South Stream visait uniquement à

« conserver le statu quo lié au transit via l'Ukraine ». « Si quelqu'un imagine qu'en bloquant Turkish Stream, il atteindra les buts fixés, c'est une erreur grossière », a-t-il indiqué.

La Russie a annoncé en décembre dernier qu'elle renonçait au projet de gazoduc South Stream qui devait acheminer du gaz par le fond de la mer Noire vers la Bulgarie et de là, vers la Hongrie, l'Autriche et l'Italie. Le projet a été abandonné en raison de la position hostile de l'Union européenne.

En contrepartie, Moscou a décidé de construire un gazoduc qui relierait la Russie à la Turquie également par le fond de la mer Noire. D'une capacité de 63 milliards de mètres cubes de gaz par an, ce pipeline baptisé Turkish Stream doit aboutir à la frontière turco-grecque pour alimenter un hub gazier dont la construction est également prévue.

Le nouveau gazoduc sera opérationnel à partir de décembre 2016.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150414/1015647168.html#ixzz3XIjwooeP>

L'Ukraine refuse de rembourser 3 mds USD à la Russie

Ce qui est drôle c'est que ne pas rembourser la Russie de 3 milliards de dollars, ce n'est pas un défaut de paiement alors que si la Grèce ne rembourse pas le FMI de 2,5 milliards de dollars, ce sera là un crime financier de la plus grave des espèces...

Il n'y a pas qu'en physique que la loi de la relativité existe...

Charles SANNAT

VIDÉO ÉCORAMA : Reprise du marché des fusions-acquisitions, condamnation de l'héritière de Nina Ricci : tout ce qu'il faut savoir



J'étais ce matin l'invité d'Écorama pour commenter l'actualité économique en direct.

Pourquoi les fusions-acquisitions repartent-elles en France et dans le monde ? Que faut-il retenir de la condamnation d'Arlette Ricci ? Écorama du 14 avril,

présenté par David Jacquot.

Charles SANNAT

[Voir ou revoir la vidéo directement sur le site de Boursorama.com ici](#)

Elle est de retour !



James Howard Kunstler
Kunstler.com

Publié le 14 avril 2015

Et comme ça, de la bouche du volcan dormant qu'est la politique américaine, s'envole Hillary, tel Rodan le reptile volant prétendant être Grand-mère l'oise. Maintenant qu'elle virevolte officiellement autour de l'électorat, la presse grand public nous parle des premiers croassements de sa campagne : elle sera « basée sur la diversité, la discipline et l'humilité ». Des qualités attachantes pour tout reptile volant, et rassurantes pour les électeurs qui pourraient autrement craindre qu'elle cache quelque chose de plus sombre sous son aile.

A l'heure actuelle, l'Elmer Fudd de la pièce est l'ancien gouverneur du Maryland, Martin O'Malley, qui a le premier tiré dans la direction du Béhémoth volant en décrétant que « la présidence des Etats-Unis n'est pas une sorte de couronne transmise entre deux familles ». Mais il semblerait que ses propos n'aient provoqué qu'une démonstration plus grande encore d'humilité de la part de sa victime. Hillary, qui survole les champs de maïs de l'Iowa croassant des platitudes du genre « les Américains ont su trouver leur chemin au travers des difficultés économiques », lancera bientôt une « campagne d'écoute » pour entendre les mécontentements de chacun.

Point à noter : non, ils n'y sont pas parvenus. Ils restent jonchés dans le paysage, équivalents économiques de lésions thoraciques aspirantes, mais peut-être certains d'entre eux ont-ils relevé avec satisfaction la hausse époustouflante du S&P, couchés sur le bas-côté, les yeux rivés vers le ciel. Peut-être sont-ils confortés par cette idée alors que la lumière s'éteint. Peut-être leurs enfants auront-ils un jour la chance de devenir des employés de Goldman Sachs. Le reptile volant ne demande qu'à être leur champion ! Il ne demande qu'à gagner leur voix – à l'ancienne, en achetant autant de temps d'antenne que possible pour diffuser l'illusion de sa sincérité. C'est sur de telles campagnes qu'est propulsé le déclin de l'empire.

Mais revenons-en à nos moutons. Qu'est-ce que l'envol d'Hillary nous dit

des partis politiques des Etats-Unis ? Une domination aussi corrompue et sclérosée n'avait plus été vue depuis que les derniers Bourbons ont paradé dans les couloirs de Versailles. Selon moi, les Etats-Unis devraient être les témoins d'un spectacle très particulier qui ira peut-être au-delà de la campagne de 2016 : la désintégration de la normalité dans un climat de désordre et d'insurrection. Hillary continuera de croasser des platitudes sur l'unité, la diversité et la reprise, alors que l'économie sombrera vers de nouveaux extrêmes de délabrement et que la colère du peuple approchera de la température d'ébullition.

Aucun des deux partis ne fait preuve d'une compétence ne serait-ce que minime de compréhension des crises qui menacent l'Amérique, ou encore le projet de civilisation techno-industrielle. Si le peuple ne les renversait pas, les événements le feront. Au cours des mois qui précéderont les élections présidentielles de 2016, les Américains seront les témoins de la mort de leur « indépendance énergétique » - une fantaisie concoctée par des spécialistes de la propagande. Le miracle du pétrole de schiste s'envolera dans une fumée de défauts d'obligations toxiques. La violence escaladera au travers de l'Afrique du nord et du Proche-Orient, et menacera les réserves de pétrole du monde. Je ne parierais pas gros sur la survie du roi Salman d'Arabie Saoudite et de la région saoudite de l'Arabie, qui est le théâtre de conflits entre les clans rivaux, avec en toile de fond le chaos semé par l'Etat islamique et le sabotage potentiel du gigantesque terminal pétrolier de Ras Tanura, dans le Golfe Persique. En comparaison, le fiasco de Benghazi ne ressemblera à rien de plus qu'à un épisode des Trois Stooges.

Si un troisième parti venait à naître de ce chaos, il se pourrait qu'il ne soit lui non-plus pas porteur de salut. En 1856, les Républicains ont pris de l'importance alors que les Whigs perdaient de leur signification et que les Démocrates romançaient l'esclavage. La nation a alors dû endurer sa plus grosse convulsion. Cette fois-ci, je ne suis pas sûr que nous nous en sortions indemnes.

La fin de la prodigalité de l'Europe

Par Hans Werner Sinn Université de Munich, Institut Ifo Project Syndicate mars15

Blog de Bruno Bertez (avec ses commentaires)

Les plans d'aide aux économies en crise ont montré leur inefficacité. Et l'euro sa crédibilité.

L'euro a créé une crise de la balance des paiements en Europe, comme l'a fait le système monétaire des années 1920 fondé sur l'étalon-or. En fait, une seule chose distingue ces deux épisodes: les pays actuellement en crise peuvent faire appel à de vastes programmes internationaux de renflouement.

Ces programmes ont soulagé les tensions financières dans la zone, mais à quel prix? Non seulement ils ont permis aux investisseurs de ne pas avoir à payer le coût de leurs mauvaises décisions; ils ont également donné l'occasion aux pays du sud de l'Europe dont les prix sont trop élevés de retarder ce qui revient à une dévaluation sous la forme d'une réduction des prix relatifs des marchandises. Cette dévaluation de la monnaie est généralement nécessaire pour restaurer la compétitivité érodée par les débuts de l'euro, qui avait gonflé l'inflation.

En réalité, pour des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, il faudrait pour qu'ils redeviennent concurrentiels qu'ils baissent les prix d'environ 30% de leurs propres produits par rapport à ceux du reste de la zone euro au début de la crise. L'Italie a probablement besoin de réduire ses prix relatifs de 10% à 15%. Mais le Portugal et l'Italie n'ont pu jusqu'ici effectuer une telle «dépréciation effective», tandis que les prix relatifs en Grèce et en Espagne n'ont diminué que de 8% et 6%, respectivement.

Fait plutôt révélateur, de tous les pays en crise, seule l'Irlande est parvenue à passer le point critique. La raison en est évidente: la bulle spéculative avait déjà éclaté en Irlande dès la fin de 2006, à l'époque où les fonds de sauvetage n'existaient pas. L'Irlande devait se débrouiller seule, elle n'avait donc d'autre choix que d'instaurer de grandes mesures d'austérité, réduisant de 13%, du sommet au creux, les prix relatifs de ses produits par rapport aux autres pays de la zone euro. Aujourd'hui, le taux de chômage de l'Irlande fond à vue d'œil et son secteur manufacturier est en plein essor.

En termes relatifs, la Grèce est le pays qui a reçu la grande part des fonds du programme de renflouement européen et c'est celui qui a connu la plus grande hausse du chômage. Les prêts officiels octroyés aux pays en difficulté par la Banque centrale européenne et la communauté internationale ont augmenté d'un facteur supérieur à 6 dans les cinq dernières années, de 53 milliards d'euros

(58 milliards de dollars) en février 2010 à 324 milliards d'euros, ou 181% du PIB actuel. Malgré cela, le taux de chômage a plus que doublé, de 11% à

26%.

Quatre mesures économiques et politiques peuvent être prises pour sortir de ces ornières. L'Europe pourrait en premier lieu devenir une véritable fédération dotée de mécanismes de transfert, le Nord accordant de plus en plus de crédits au Sud pour ensuite renoncer à leur remboursement. Le Sud pourrait aussi, en second lieu, adopter des mesures déflationnistes. Ou bien, troisième option, c'est le Nord qui pourrait stimuler son économie. En dernier et quatrième recours, les pays qui ne sont plus concurrentiels peuvent toujours sortir de l'Union monétaire européenne et se mettre à dévaluer leur nouvelle monnaie.

Chaque voie est jonchée de redoutables embûches. La première crée une dépendance permanente des transferts, qui, en soutenant les prix relatifs, empêche les économies de redevenir concurrentielles. La deuxième voie mène la plupart des pays emprunteurs à la crise et à la faillite. La troisième solution prévoit la spoliation des pays créanciers du Nord, et la quatrième pourrait avoir des conséquences qui se propagent sur les marchés des capitaux, forçant éventuellement les autorités à imposer un gel des mouvements de capitaux, comme à Chypre en 2013.

Les politiques européennes se sont jusqu'ici contentées d'accorder des crédits aux pays en crise à un taux d'intérêt presque nul, qui pourraient ultimement se transformer en transferts. Mais pour l'instant, la BCE essaie de sortir de l'impasse par le truchement de l'assouplissement monétaire (QE). Le but avoué de la BCE est de relancer la zone euro, réduisant du même coup la valeur de l'euro à l'étranger, et ce, par le rachat d'actifs d'une valeur de plus de 1 100 milliards €. Selon le président de la BCE Mario Draghi, le taux d'inflation, qui se situe actuellement un peu en dessous de 0%, devrait se relever à une moyenne qui frôle le 2%.

Ceci permettrait aux pays du sud de l'Europe de sortir des rets de leur manque de compétitivité, car lorsque les prix restent constants au Sud, et que ceux des pays du Nord grimpent, les pays du Sud sont en mesure de réduire progressivement les prix relatifs de leurs produits sans subir trop d'effets négatifs. Évidemment, ce scénario n'opère que si l'inflation dans le Nord est supérieure à 2%.

Dans le cas où le sud de l'Europe maintienne son taux d'inflation à 0 % et que les prix en France augmentaient de 1%, les prix de l'Allemagne devraient

augmenter au rythme annuel appréciable de 4% et les autres pays de la zone euro à 2%, pour obtenir une moyenne légèrement inférieure à 2 % pour toute la zone euro. Ces proportions devraient se répéter pendant environ dix ans pour faire revenir la zone euro en situation d'équilibre. Le niveau des prix en Allemagne serait alors de 50% supérieur à celui d'aujourd'hui.

Il est vrai que je m'attends à ce que l'assouplissement monétaire crée un peu d'inflation. Puisque le taux de change est le prix relatif d'une monnaie, à mesure que plus de billets en euros entrent en circulation, leur valeur doit baisser substantiellement pour établir un nouvel équilibre sur le marché des changes. L'expérience de programmes semblables aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon montre que l'assouplissement monétaire déclenche cette tendance lourde à la dévaluation. L'assouplissement monétaire dans la zone euro permettra donc d'atteindre le taux d'inflation visé par Draghi au moyen du prix des importations et des exportations. Reste à savoir si cet effet suffira à relancer le sud de l'Europe

Il est peu probable que le Japon, la Chine et les États-Unis ne réagissent point devant la dévaluation de l'euro, qui pourrait même dégénérer en guerre mondiale des taux de change. D'autant plus que les pays du Sud de l'Union européenne, au lieu de maintenir les prix, pourraient bien cesser leurs programmes d'austérité et émettre un volume toujours plus élevé de titres souverains pour stimuler l'économie. Les gains obtenus sur le plan de la compétitivité et de l'équilibre ne seraient ainsi jamais atteints faisant en sorte qu'après le feu de paille du début, la zone euro rechuterait en état de crise permanente. En fin de compte, l'euro perdrait toute crédibilité pour disparaître dans les limbes.

Il est à espérer que ce scénario ne se réalise jamais, et que les pays du sud de l'Europe gardent le cap de l'austérité. Car c'est bien là leur dernière chance.

<http://www.project-syndicate.org/commentary/euro-demise-quantitative-easing-by-hans-werner-sinn-2015-03/french>

A propos Par Bruno Bertez

Ce texte de Sinn est de qualité, il contraste avec la bouillie pour les chats que nous délivrent les Banquiers Centraux comme Dudley ou Bernanke; Sinn cherche à tracer les articulations, les causes et les effets de mesures qui sont prises et à restituer la réalité des

objectifs, même si ceux-ci sont cachés: Nous avons développé il y a peu une analyse voisine de celle de Sinn, avec la même articulation, c'est à dire la recherche par Draghi d'une inflation forte dans les pays du Nord et d'une inflation nulle dans les pays du Sud et la France. C'est une nouvelle politique qui remplace la politique ancienne de dévaluation interne couplée à l'austérité.

Cette politique court le risque de faire dériver les pays du Nord et de rogner leur compétitivité, il est difficile d'imaginer qu'elle sera acceptée, mais on ne sait jamais.

Cette politique ne résout que partiellement le problème de compétitivité et celui des déséquilibres budgétaires et elle repose sur une grande rigueur de gestion chez les pays du Sud.

Est-ce réaliste ?

Pour les marchés financiers, en revanche elle est positive à court et moyen terme.

Nous privilégions les actifs Allemands et singulièrement l'immobilier.

En France nous privilégions les actifs dont le rendement est encore autour des 4%, l'immobilier locatif, les SCI, etc.

Quand Ben Bernanke blâme l'Allemagne

Par Andreas Hofert Chef économiste, UBS Wealth Management Agefi Suisse 14/4/2015

Blog de Bruno Bertez

Il développe la théorie de l'excès d'épargne. Mettant en avant l'excédent de la balance des paiements.

Outre le regain d'inquiétude quant à un «Grexit» ou «Graccident» et en plus des doutes croissants quant à la vigueur de la croissance économique aux Etats-Unis après la publication d'un rapport très décevant sur le marché de l'emploi américain en mars, le week-end de Pâques a été marqué par un autre

événement intéressant: le lancement du blog de Ben Bernanke l'ancien président de la Réserve fédérale américaine.

Ses trois premiers billets étaient consacrés aux causes de l'environnement de faibles taux d'intérêt qui, d'après Ben Bernanke, ne sont bien évidemment pas imputables à la Fed et aux 4500 milliards de dollars de ses programmes d'assouplissement quantitatif successifs. Qui en doutait? Selon lui, les causes profondes résident plutôt dans l'excès d'épargne à l'échelle mondiale, un concept qu'il avait déjà énoncé en 2005.

Dans son quatrième billet intitulé «Germany's trade surplus is a problem» (L'excédent commercial de l'Allemagne pose problème), il développe un peu plus sa théorie de l'excès d'épargne en prenant comme exemple l'énorme excédent de la balance des paiements courants allemande.

Lorsque l'on se penche sur les déséquilibres mondiaux, on se focalise habituellement sur les pays déficitaires. Toutefois, dans la mesure où chaque déficit courant suppose qu'il y ait des excédents du même ordre, les pays excédentaires peuvent également être décriés. Alors, pourquoi ne pas retourner le blâme et faire des pays excédentaires le cœur du problème des déséquilibres?

Ben Bernanke n'est pas le premier à développer cette argumentation. Ces dernières décennies, les responsables politiques américains, alarmés par l'ampleur du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, n'ont eu de cesse d'accuser le Japon ou la Chine de se livrer à une concurrence déloyale en manipulant leur monnaie. Et même l'Allemagne a été critiquée pour sa balance excédentaire. Pourtant, avec l'euro, on peut difficilement l'accuser de manipuler sa monnaie. Ainsi, en mars 2010, la ministre française des Finances de l'époque, Christine Lagarde, avait estimé que l'Allemagne «devrait relancer la consommation intérieure, qui stagne depuis longtemps, pour aider les pays en difficulté de la zone euro à stimuler leur exportations et à assainir leurs finances». Les responsables politiques allemands avaient alors raillé ces propos, caractéristiques selon eux du dirigisme à la française.

Ben Bernanke ne dit pas autre chose: «L'Allemagne pourrait aider à raccourcir la période d'ajustement dans la zone euro et soutenir la reprise économique en prenant des mesures pour réduire son excédent commercial, alors même que d'autres pays de la zone euro continuent à réduire leurs

déficits.»

Pour ce faire, elle pourrait investir dans ses infrastructures, augmenter les salaires des travailleurs allemands ou procéder à des baisses d'impôts ciblées pour stimuler l'investissement privé en Allemagne, y compris la construction de nouveaux logements.

Au premier abord, cela semble pertinent. Mais là encore, c'est davantage le type de programme que l'on attendrait de la part d'une avocate française plutôt que d'un économiste américain. L'accroissement de la dépense publique par le biais des investissements d'infrastructure ou des incitations fiscales, notamment lorsque l'économie se porte déjà bien, sonne comme de l'hyper-keynésianisme, sur une ligne défendue habituellement par Paul Krugman.

En outre, si l'Allemagne fait figure de meilleur élève au sein du G7 en ce qui concerne le ratio dette/PIB, c'est simplement parce qu'elle fait partie d'une classe de cancre. Le ratio dette/PIB de l'Allemagne, qui est de 80% à l'heure actuelle, est supérieur de 20 points à ce qui était autrefois considéré comme le seuil d'adhésion à la zone euro.

Quant à augmenter les salaires des travailleurs allemands, c'est plus facile à dire qu'à faire. N'oublions pas que l'Allemagne, à l'instar des Etats-Unis, est une économie de marché où les salaires sont négociés entre les partenaires sociaux et non imposés par le gouvernement. On peut cependant rassurer Ben Bernanke un peu ici, les dernières négociations salariales allemandes, notamment dans la métallurgie, se sont conclues à l'avantage des salariés.

Cela dit, Ben Bernanke, ne s'interroge pas sur la cause première de l'énorme excédent de la balance des paiements courants de l'Allemagne. Le solde de cette balance reflète à la fois le degré de compétitivité (exportations moins importations) et l'ampleur de l'épargne.

L'Allemagne a un tel excédent car elle est très compétitive – des hausses de salaires écorneraient évidemment cette compétitivité – mais aussi parce qu'elle épargne beaucoup. Ce dernier facteur tient non seulement à des stéréotypes culturels mais aussi au fait que, parmi les pays développés, l'Allemagne est (après le Japon) celui qui présente le déclin démographique le plus marqué, avec à la clé des promesses non financées colossales pour l'Etat dans son système de pensions.

Ceux qui demandent au gouvernement allemand de dépenser plus alors que le pays doit relever l'immense défi du vieillissement démographique font, à mon avis, preuve d'une grande naïveté ou d'une très courte vue.

<http://www.agefi.com/quotidien-agefi/forum-blogs/detail/edition/2015-04-14/article/il-developpe-la-theorie-de-lexces-depargne-mettant-en-avant-lexcedent-de-la-balance-des-paiements-396128.html?issueUID=827&pageUID=24698&cHash=5e0d98dd08164f721e60b362d9b580a5>

Refroidissement déflationniste au Japon

15 avr 2015 | [Chris Mayer](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

▪ Nous avons commencé vendredi [un état des lieux de l'inflation au Japon](#) : en voici la suite...

L'auteur David Pilling remarque que si l'on ajuste par rapport à la déflation, le Japon ne semble pas en si mauvaise situation comparé à d'autres pays. Si l'on ramène la taille de l'économie à 100 en 1989, alors l'économie japonaise se situe grosso modo à 127 aujourd'hui, comparé à 137 pour les Etats-Unis et 144 pour le Royaume-Uni pour la même période.

Tokyo est l'une des plus confortables villes d'Asie — et même du monde.

En outre, des facteurs subjectifs entrent en compte. Les Japonais ont un niveau de vie élevé, c'est connu. Par exemple, les taux de criminalité sont extrêmement bas.

"Les portefeuilles perdus sont quasi-systématiquement rendus sans qu'il y manque le moindre centime", observe Pilling. L'espérance de vie est élevée et le mode de vie est confortable. Je peux vous dire que Tokyo est l'une des plus confortables villes d'Asie — et même du monde.

Les portes des taxis s'ouvrent automatiquement. Lorsque vous entrez dans un bâtiment, des machines enveloppent votre parapluie mouillé dans un plastique afin qu'il ne goutte pas. Les toilettes sont confortables, chauffantes et agrémentées d'aménagements supplémentaires tels un jet d'eau chaude pour le lavage du postérieur. Dans la salle de bain les miroirs sont chauffants pour éviter qu'ils ne s'embuent pendant que vous prenez votre douche. ("Tokyo est une ville du futur", m'a dit un de mes amis avant mon départ. Je comprends maintenant ce qu'il voulait dire).

On y trouve également d'autres commodités. Le pourboire n'existe pas au Japon. Je le savais mais je l'avais oublié et la première fois que j'ai pris un taxi, le chauffeur a couru après moi pour me rendre ma monnaie. Je n'ai vu aucun mendiant ni de marchands agressifs qui essaient de vous vendre leur

camelote, comme cela est fréquent en Asie.

Autre caractéristique répandue en Asie mais qu'on ne trouve pas ici : le bruit incessant des klaxons de voitures. Je ne pense pas en avoir entendu encore. Tokyo doit être l'une des grandes villes parmi les plus calmes sur Terre.

Il y a aussi ici un sens général de l'ordre. Il y a partout des itinéraires balisés, même sur les escalators. Il est remarquable de voir comment chacun reste du côté où il doit être. On voit partout des trains qui semblent mener partout. Il est inutile de s'inquiéter de savoir où manger et quoi manger. Les Japonais sont très attentifs sur les questions d'hygiène et de propreté.

Peut-être qu'un refroidissement ■ **Des questions très importantes...**

déflationniste n'est pas une si mauvaise chose après tout

Cela laisse songeur. Peut-être qu'un refroidissement déflationniste n'est pas une si

mauvaise chose après tout. La Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres grandes économies auraient de la chance si elles arrivaient à donner à leur population le niveau de vie des Japonais.

Il convient également de souligner que le Japon n'a pas toujours été pris dans cette ère glaciaire déflationniste.

La date-clé dans la chronologie financière du Japon, c'est 1989. Cette année-là, lors du dernier jour de trading de l'année, le Nikkei — principal indice boursier du Japon — a presque atteint 39 000. Après cela, rien n'a plus jamais été comme avant... La bulle a éclaté en 1990 et les marchés japonais ne se sont plus jamais approchés de ce plus haut (actuellement, le Nikkei se situe autour de 19 000.) Le refroidissement déflationniste s'est installé.

Ce fut une bulle épique — je reviendrai un jour sur ce sujet — et un éclatement épique, qui déclencha les tendances déflationnistes qui s'ensuivirent. Et même s'il y a beaucoup de différences avec les Etats-Unis, ces événements soulèvent pas mal de questions :

- 2007 pourrait-elle être la date clé dans la chronologie financière des Etats-Unis ?
- La crise de 2008 qui suivit est-elle le point de départ à partir duquel tout a changé irrémédiablement ?
- Les Etats-Unis pourraient-ils être en plein dans une ère glaciaire déflationniste ?
- Et l'Europe ? Est-elle en train de se japoniser ?

J'y reviendrai...

NUCLÉAIRE : Le sens du rapport de l'ADEME...

Patrick Reymond 13 avril 2015

Aujourd'hui publié, grâce à Médiapart, hier enterré, le vrai sens, et la vraie remise en question, que n'avait pas provoqué Fukushima, c'est que le nucléaire est, sera, et restera bien plus cher que l'électricité issue du renouvelable.

"L'île nucléaire française", dans un océan européen quasi dénucléarisé ne sera pas plus viable. On ne maintiendra pas ou on n'augmentera pas la production quand tout le monde diminue, le progrès technique finit toujours par se déverser d'un pays sur l'autre, et si l'on ne l'intègre pas, on subit la destinée de l'URSS.

Aujourd'hui, si les partisans du nucléaire avait plus qu'un pois chiche dans la cervelle, ils inverseraient la tendance, se feraient partisans résolus du renouvelable, et créerait un 80/20 inversé. En inventant une nouvelle filière, sur laquelle travaille chinois et indiens, il pourraient peut être alors créer de nouvelles centrales pas trop chères, et sûres.

La débandade mondiale du nucléaire est visible désormais, et c'est seulement en trichant qu'elle n'apparaît pas trop catastrophique. En comptant, par exemple, les centrales nucléaires nipponnes comme "en activité".

Quand à la comparaison entre gaz et charbon, elle n'a pas lieu d'être pour le nucléaire et le renouvelable. Le renouvelable ne consomme que de la maintenance, et le nucléaire de l'uranium, alors que la production dépend essentiellement d'une sphère Kazakh, où le grand jeu US peut déclencher des troubles à tous instants.

L'EPR est le JSF français. Il est coûteux, impossible à construire, monstre technologique, il est victime aussi de budgets débridés, jamais suffisant néanmoins, et qui s'avéreront là aussi, être l'achat de beaucoup de regrets... "Gloires et fumées d'Italie".

Ségolène Royal a donc commandé un rapport à l'ADEME, "100 % nucléaire". Là, on est dans la foutaise. Parce que si on veut faire 100 % nucléaire, il faut tuer ce qui a été fait pour justifier le nucléaire : la consommation, et notamment ses pointes. Sinon, le nucléaire tombera

systématiquement à 50 % en pointe, ou alors, il faut diminuer la consommation par deux, ou construire une cinquantaine de centrales, dont certaines ne fonctionneraient que quelques jours par an...

Il est certains aussi, que la filière nucléaire aura du mal à justifier sa dérive des coûts, alors que le renouvelable, lui, va gagner en efficacité chaque année.

Les investisseurs sont toujours sur un petit nuage

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 15 avril 2015

Les banques centrales savent très bien empêcher les marchés actions de baisser, mais ne savent pas encore relancer les économies. C'est très exactement ce qui se passe au Japon depuis vingt ans, ce qui s'est produit aux Etats Unis depuis six ans et ce que nous voyons aujourd'hui en Europe.

On a toujours le droit de danser sur un volcan, mais autour du cratère il faut regarder les fumerolles qui se produisent. Les marchés des changes sont affectés par très une forte volatilité qui montre bien qu'il y a des problèmes de liquidité dans le système...

Les marchés obligataires savent très bien que les taux devront remonter, mais en attendant ils sont confrontés aux taux d'intérêt négatifs. La Suisse vient d'emprunter à dix ans au taux négatif de -0,05% du jamais vu. L'Allemagne et même la France devraient suivre... Le pétrole Brent est remonté de plus de 5% dans la semaine à 57,87\$, ce qui montre que le baril à 25\$ n'est pas encore une certitude...

Les marchés actions en profitent. Le CAC 40 en hausse de 22% depuis le début de l'année, n'a pas encore retrouvé son plus haut de septembre 2000 à 6944. Le Dax a pulvérisé depuis longtemps son record historique.

Tout investisseur devrait maintenant se poser la question « comment préserver le capital que je détiens... »

En France, la communication ne peut remplacer les réformes nécessaires

Par rapport à la situation de décrochage de l'économie française, ce qui reste de la loi Macron c'est du bricolage. Quant aux dernières mesures en faveur de l'investissement de Manuel Valls, elles vont également dans la bonne direction. Malheureusement, ce n'est pas l'Etat qui décide. Pour

relancer la croissance en France, il faut comprendre que les entrepreneurs du privé doivent avoir suffisamment confiance dans leurs perspectives pour prendre le risque d'investir.

Le bon exemple est celui du PEA-PME qui était une bonne idée. Elle n'a pas rencontré le succès escompté pour une raison simple. Tout investisseur en France est sceptique compte tenu de la complication des règles fiscales qui ont été érigées en méthode de gouvernement. Quant à l'Etat actionnaire, il n'hésite pas pour préserver ses actions à droit de vote double à se comporter comme un vulgaire Hedge Fund. Pour ne pas avoir à acheter des actions Renault dans le marché, l'Etat a emprunté des actions Renault à la Deutsche Bank. « Mon ennemi c'est la finance » disait le candidat François Hollande au Bourget...

La France devient année après année plus socialiste, comme le montre toute une série de chiffres. Les dépenses publiques représentent 57,3% du PIB, soit dix points de plus que l'Allemagne ; elle est aussi championne de l'impôt juste derrière le Danemark ; les dépenses sociales pèsent 32% du PIB ; les français sont enfin ceux qui ont la retraite la plus longue avec une moyenne de 24 ans soit 4 ans de plus que la moyenne de l'Union Européenne ; enfin les syndicats font la triste démonstration qu'ils sont incapables d'accompagner le très timide réformisme social démocrate proposé par Manuel Valls. Pour éviter de traiter ces sujets importants, le gouvernement va occuper le terrain avec les candidatures de Paris et de la France pour l'Exposition Universelle et les Jeux Olympiques. Il faut faire du « consensuel trans courant » recommandant les communicants. Cela fait monter la popularité du Président...

En Grèce, le gouvernement d'Alexis Tsipras est en train de montrer que les fantasmes populistes n'existent pas. L'idée qu'il y a une autre politique est une illusion. Il faudra peut être lui rendre hommage un jour pour son exercice pédagogique en vraie grandeur...

Aux Etats Unis la hausse du dollar, au plus haut depuis douze ans, commence à ralentir l'économie. Plus de 85 sociétés de l'Indice S&P 500 ont annoncé une baisse de leurs perspectives de résultats. Les derniers chiffres sur la création d'emplois ont été peu encourageants. Cela est peut être du à la difficulté pour les sociétés de trouver des candidats correspondant à leurs besoins de recrutement.

La sortie de **General Electric** des activités financières a une double signification : 1/ les perspectives dans la finance sont nettement moins intéressantes ; 2/ Le montant dégagé de la vente soit 90Md\$ servira à racheter des titres GE en bourse. Au lieu d'avoir une progression des dépenses d'investissement, nous avons une explosion des rachats d'actions !

Au Japon , l'indice Nikkei 225 a dépassé un moment les 20 000 points. **A Hong Kong**, l'indice Hang Seng, en hausse de 7,9% en trois jours, a franchi un plus haut de sept ans grâce au succès du dispositif « Stock Connect »...

La sécurité est un marché mondial très porteur

La sécurité est un des quatre secteurs de l'économie qui permet de profiter dans la durée d'une croissance supérieure à celle de l'économie globale. Cela permet avec l'économie de la démographie, l'économie de la connaissance et l'économie verte de construire un portefeuille qui a plus de chances de résister aux turbulences boursières.

En France, le marché de la sécurité par activité se décompose, selon les derniers chiffres disponibles de l' « Atlas de la sécurité » de la façon suivante : 21,9Md€ pour sécurité intérieure de l'Etat, 3,3Md€ pour le gardiennage, 3Md€ pour la sécurité incendie, 2,8Md€ pour les équipements de protection individuels, 2,2 Md€ pour le contrôle d'accès électroniques, 1,3Md€ pour la sécurité des réseaux informatiques et des télécoms, 1,3Md€ pour les équipements blindés et les coffres, 1,1Md€ pour les alarmes, 1,1Md€ pour la vidéosurveillance, 1Md€ pour la sécurité aéroportuaire.

Malheureusement les grands acteurs du secteur ne sont pas français.

Safran, parmi les sociétés importantes, réalise une partie de ses activités dans la sécurité. **Amarante** est spécialisé dans la sécurité des sites industriels. Elle a pour clients Alstom, Sanofi, GDF Suez, Total, CNES... , **Gallice** a été fondé par Frédéric Gallois un ancien du GIGN. Ces deux dernières sociétés ne sont pas cotées.

En Grande Bretagne, on trouve **G4S** qui est la première société mondiale du secteur à être intégrée ainsi que **Serco** et **Ultra Electronics**.

L'Allemagne offre **Basler AG** spécialisée dans les caméras digitales pour le contrôle du trafic, la video surveillance et aussi la médecine.

En Suède on trouve **Securitas** , **Loomis** , **Gunnebo AB** et **Precise**

Biometrics société spécialisée dans la reconnaissance des empreintes digitales. Son concurrent norvégien est **Next Biometrics**

En Espagne, **Prosegur Compania de Seguridad** (Spain)

En Suisse, Kaba Holding AG qui produit des équipements de contrôle des accès.

Aux Etats Unis, les grandes sociétés du secteur sont : **Stanley Black & Decker** qui réalise 30% de son chiffre d'affaires dans la sécurité, **Honeywell** et L-3 Communications **Synaptics** dans la reconnaissance des visages, **Taser International**. Dans le domaine des caméras on trouve **Digital Ally** ainsi que **Image Sensing Systems**.

Le Japon est un marché qui est en retard dans son taux d'équipement. Les grands acteurs sont **Secom**, **Sogho** , **Central Security Patrols** (gestion de gardes), **Aeon Delight** (facilities management), **Zuken Elmic** (communications, hardware and middleware pour la surveillance), **Hitachi Kokusai** (lutte anti incendie), **Canon Marketing Japan** (images pour la sécurité et la surveillance)

La Chine dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres monte en puissance avec notamment **Hikvision** le numéro un des caméras de surveillance...

Électricité : le mirage du stockage

Par Michel Gay. Publié le 15 avril 2015 dans [Énergie](#) Contrepoints

L'électricité ne se stocke toujours pas pour répondre aux besoins d'un pays comme la France.

La caractéristique d'un mirage est de reculer à l'horizon au fur et à mesure qu'on avance. Il en est de même pour les capacités de stockages massifs de l'électricité. Elles suscitent beaucoup d'espairs et d'annonces depuis un siècle, notamment pour permettre le développement d'énergies renouvelables (EnR) intermittentes et fatales comme les éoliennes et le solaire photovoltaïque (PV).

Mais l'électricité ne se stocke toujours pas pour répondre aux besoins d'un pays comme la France. Les réalisations concrètes sont repoussées, et, pire encore, malgré d'intensives et coûteuses recherches, aucune solution

économiquement viable n'est en vue.

Pour masquer cette situation défavorable au développement des EnR qu'elle promeut et pour nuire au nucléaire, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) raconte des balivernes aux Français dans son scénario énergétique¹ pour 2030. Sa volonté obsessionnelle de faire croire coûte que coûte que la France peut stocker suffisamment d'énergie pour pallier les intermittences des EnR devient grotesque.

En effet, pour atteindre une part significative d'électricité d'origine éolienne et solaire en France (plus de 30% contre 5% aujourd'hui), il faut d'abord pouvoir stocker, parfois absorber² les surplus de production, puis restituer l'énergie nécessaire à une nation pendant... « un certain temps ». Sinon, comme en Allemagne, il faut doubler les moyens de production intermittents avec des centrales classiques « pilotables » (nucléaires, gaz, charbon) pour les jours et surtout les nuits sans vent. Les périodes presque sans vent et sans soleil peuvent durer plusieurs jours [sur l'Europe entière](#) (situation dite « anticyclonique »).

Or, dans le scénario ADEME, les possibilités de compensation de nos barrages « réservoirs » (lacs et éclusées) seraient très inférieures au besoin de la France, aussi bien en puissance qu'en durée. Actuellement, leur puissance cumulée est de 13 gigawatts (GW) maximum en production (turbinage) alors que le besoin complémentaire se situerait autour de 30 GW. De plus, les réservoirs seraient vides après quelques heures.

L'utilisation des EnR en France doit passer par ce goulot d'étranglement technique et financier du stockage massif de l'électricité durant plusieurs jours, sous une forme ou sous une autre.

Les grands pays industrialisés en ont fait un enjeu majeur. Des milliards d'euros ont déjà été engloutis dans la mise au point de nouveaux systèmes de stockage, et il est question d'une centaine de milliards d'euros sur les dix années à venir³. Des « leurres » sont régulièrement présentés au public comme des solutions miracles (méthanation, compression de gaz, hydrogène, batteries,...), mais elles aboutissent toutes à un gâchis faramineux d'énergie (mauvais rendement) et à des coûts prohibitifs par kilowattheure restitué. Aucune n'est techniquement et économiquement viable à grande échelle.

Pour surmonter cet obstacle gênant, l'ADEME s'arrange avec les lois de la

physique et de l'économie, et même avec le respect de l'environnement. Ainsi, dans son scénario pour 2030, cette agence d'État envisage sereinement d'implanter 23.000 éoliennes de 150 m de haut (2 MW) sur le territoire français (46 GW prévus), dont environ... 5000 éoliennes en mer.

Quant aux 33 GW prévus d'énergie solaire contre 5,5 GW aujourd'hui, soit une augmentation de 600% en 15 ans, l'étude indique pudiquement que : « *un déploiement massif en Europe de photovoltaïque engendrerait des opportunités (sic) pour du stockage d'électricité en France, compte tenu de la forte interconnexion des réseaux européens* ». Il serait intéressant d'indiquer combien d'énergie il faudrait stocker, comment (des barrages ?) et où ? (dans le Massif central ou dans la forêt de Sivens ?)

Le coût total gigantesque d'une telle entreprise n'est même pas abordé... peut-être pour ne pas rebuter le contribuable-consommateur qui se détournerait de la voie « royale » conduisant vers le nirvana des EnR. On admirera la pirouette : « *une extension de cette étude au périmètre européen serait nécessaire pour quantifier plus précisément cet impact* »... Qu'en termes feutrés ces choses-là sont dites pour masquer la réalité de cet « impact » violent !

L'étude ajoute : « *Les besoins de stockage d'électricité sur des cycles infra-hebdomadaires augmentent significativement (?) d'ici 2030 (...) Le système français apparaît avoir une bonne résilience à une introduction conséquente d'EnR : celle-ci n'induit pas de surcoût supplémentaire important (?) lié au besoin de l'équilibre offre-demande* ».

Une note de bas de page indique ensuite sobrement : « *Les coûts d'investissements des différents scénarios n'ont pas été étudiés dans ce rapport* »...

L'augmentation continue des taxes sur les factures d'électricité (6,5 milliards d'euros de CSPE⁴ en 2015) permet de subventionner principalement les éoliennes et le PV dont les coûts réels ne sont pas pris en compte. Leur prix de vente, devient alors plus « acceptable » sur le marché, par comparaison avec les productions classiques (fossiles et nucléaire). C'est ainsi qu'est née cette notion trompeuse et farfelue de « parité réseau ».

Ainsi, par un tour de magie dont elle a le secret, l'ADEME parvient à couvrir en permanence les besoins en électricité de la France, y compris le pic de consommation d'hiver estimé à 100 GW, avec plus de 50 % de puissance

installée en EnR (79 GW sur 157 GW prévus) contre moins de 15% aujourd'hui⁵. Elle prévoit aussi de diminuer la production électrique annuelle de 20% en 2030 (440 TWh au lieu de 550 TWh en 2014), alors que la population aura augmenté, ainsi que les usages de l'électricité. Le scénario « médian » de RTE prévoit 600 TWh. Quelques multiplications et divisions suffisent pour s'apercevoir de l'inanité d'un tel projet dans ses aspects techniques et économiques. Cette agence minimise volontairement les effets collatéraux indésirables de l'intermittence. Dans sa précipitation, elle met aussi la charrue (le développement des EnR) avant les bœufs (les stockages) en supposant que l'intendance suivra et que les Français... paieront les pots cassés.

Pour comprendre pourquoi les responsables de cette agence d'État diffusent de telles âneries, il faut peut-être se souvenir que l'ADEME est la « fille » de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) qui avait une orientation antinucléaire et « pro-renouvelable ». C'est donc dans leurs gènes.

Malgré ces sophistes et leurs études trompeuses, le mirage du stockage massif d'énergie continue de reculer avec le temps qui passe. Et il serait peut-être judicieux de ne pas lâcher la proie solide et éprouvée du nucléaire pour l'ombre inconsistante des EnR qui fait planer une menace sur notre niveau de vie.

[Omelette norvégienne](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 15/04 LesEchos.fr](#)

En mitonnant leurs prévisions de croissance, les cuisiniers du FMI ont préparé un drôle de plat. Vu de chez nous, ça se réchauffe. En deux ans, la zone euro a fait monter sa croissance de deux points (de - 0,5 % en 2013 à + 1,5 % en 2015). Les pays avancés ont gagné un point. Mais ailleurs, ça refroidit. Dans les économies émergentes ou en développement, la croissance a décliné d'un point et demi. En cuisine, ce chaud et froid s'appelle une omelette norvégienne. En économie, c'est une divergence.

On pourrait bien sûr préférer parler de convergence, de rééquilibrage, car les rythmes de croissance du Nord et du Sud se rapprochent (2,4 % cette année pour les pays avancés, 4,3 % pour les autres). Sauf que cette croissance est à somme nulle. Les pays importateurs de pétrole vont plus vite, au détriment des exportateurs. Les économies à monnaie dévaluée profitent d'une

appréciation du dollar qui handicape les industriels américains. Les capitaux font valser les taux de change et les espérances en migrant d'une région à l'autre. Le terrain gagné par l'un est perdu par l'autre. Et au fond, ce n'est guère étonnant. Comme l'explique très bien Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, l'économie mondiale souffre de deux maux majeurs. D'une part, elle a encore d'énormes cicatrices.

Les deux grandes crises, celle de la finance et celle de la zone euro, lui ont laissé des dettes trop lourdes, des banques trop pâles. D'autre part, l'économie manque de ressort. Dans beaucoup de pays, la population vieillit. La productivité ralentit. Et les investissements ont faibli. Pour éviter que la « *nouvelle médiocrité* » redoutée par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, ne devienne réalité, il faut à l'évidence investir, plus et mieux. En France comme partout ailleurs dans le monde.

Vive la montre mécanique!

Myret Zaki Bilan.ch avril 2015

[Erreur de notre civilisation : la résilience nulle. Au moindre pépin économique tous nos jouets électroniques vont tomber en rade, ce qui inclut nos appareils électroménagers par exemple. Qu'allez-vous faire sans réfrigérateurs et sans cuisinières? Sans téléphone cellulaire (exemple typique de fiabilité médiocre et irréparable)???]

C'est une histoire devenue très courante. Une amie possède un smartphone, version 5 de son état. La marque importe peu car le problème serait le même, y compris avec les versions 6.

Ce smartphone donc, 100% rechargé à 7 h du matin, voit sa batterie se vider de plus en plus tôt. Selon le degré d'activité, il peut lui arriver d'être à sec vers 13 h, stoppant net le flux de toutes ces interactions que l'on croyait vitales. Au départ, la batterie s'épuisait vers 20 h, puis vers 18 h, sa performance devenant toujours plus réduite.

Il faut dire que cette amie fait chauffer littéralement son appareil pour téléphoner, communiquer à distance par sms et par mail, lire sur le web. Comme c'est le cas de tous ceux qui, aujourd'hui, comptent sans doute à l'excès sur leur smartphone, devenu un véritable «mobile office», qui permet à la fois d'être au bureau et en déplacement.

«Auriez-vous l'heure, svp?»

Grâce à lui, cette amie se déplace souvent tout en réglant mille choses via webmail, téléchargeant des pdf, visionnant des vidéos, scannant des documents. Les fonctions les plus utiles étant les plus «batterievores».

Bien sûr qu'il existe mille forums d'astuces pour économiser de la batterie; mais lorsque cette amie veut désactiver des applications, son smartphone l'avertit que cela pourrait mener à un «comportement défaillant d'autres applications liées». Bref, pour économiser de la batterie, la solution serait ... de l'utiliser moins.

Alors, cette amie qui, depuis l'essor des Nokia 3210, avait renoncé à porter une montre, se retrouve dans l'ignorance de l'heure qu'il est, quand le smartphone se fait noir. Avant le prochain rendez-vous, elle doit parfois évaluer la position du soleil, quémander sur un quai de gare: «Auriez-vous l'heure, svp?» De wagon en salon, de café en bureau, elle cherche des prises. Recharger son smartphone, tel est son horizon immédiat.

Lors de déjeuners-interviews, elle demande où se trouve la prise la plus proche de la table. Un chargeur dans la serviette, un au bureau, un à la maison. L'ère du sans-fil, disiez-vous? A-t-on jamais été si peu autonomes, guettant la petite pile en haut de l'écran qui affiche 10%, puis 5% de batterie disponible, avant l'arrêt fatal?

A cet égard, l'Apple Watch, avec ses 18 heures d'autonomie annoncées, qui descendraient à 4 heures en cas d'utilisation active, ne fera pas mieux, voire moins bien, la lenteur des applications en plus.

Comme cette amie, d'autres vivent le stress des laptops qui se déchargent trop vite et des montres de sport connectées qu'il faut recharger tous les cinq ou six entraînements, alors qu'ils ne se souciaient de leur pile à quartz que tous les deux ans. Les constructeurs ont peu d'intérêt à régler le problème, car si des smartphones, laptops et autres smartwatches se mettaient à durer à l'infini, comment passer au modèle suivant?

Dès lors qu'on est connectés, difficile de contrôler la masse de gigaoctets consommés. Celle-ci augmente exponentiellement, tandis que les batteries peinent à suivre. Au cœur du problème, le stockage d'électricité. Les vélos comme les voitures électriques, avec leurs batteries qui perdent en autonomie au bout de six mois, qui tendent à se décharger à l'arrêt, avec le froid ou le

chaud, ne font pas mieux.

Alors, en attendant la révolution du stockage de l'électricité, j'ai décidé d'offrir à cette amie la seule montre qui se charge d'autant plus qu'on l'utilise, et ne s'use que lorsqu'on ne s'en sert pas. Et qui donnera l'heure même dans le désert. La montre mécanique.

Au fait oui, l'«amie», c'est moi.